

LA CRISE POLITIQUE EN ALGERIE

AUTOUR D'UNE DISPARITION

Dans l'affaire de la "disparition" de Boumédiène, il y a les faits connus, les rumeurs et le rôle des moyens d'information algériens ou étrangers. Mais chaque aspect de la question révèle, à lui seul, à la fois les mœurs politiques algériennes, la décomposition du régime actuel et sa paralysie, et enfin le mécontentement profond de la grande majorité des Algériens.

Suite page 4

EN FINIR AVEC LA DICTATURE

LE P.R.S. PROPOSE :

• UN PLAN EN CINQ POINTS POUR UNE ISSUE
DEMOCRATIQUE DE GAUCHE

Page 17

• UN PACTE NATIONAL POUR LES DROITS CIVIQUES
POLITIQUES ET ECONOMIQUES



*La crise du sommet a fait
oublier le 1er novembre.*

Les récents développements de la situation en Algérie confirment l'aggravation de la crise politique qui y sévit. Les pénuries et la flambée des prix du mois de ramadhan ont provoqué une nouvelle montée du mécontentement populaire : mouvements de grève, manifestations de rues, inscriptions murales expriment l'hostilité grandissante à l'égard du régime.

Parallèlement, les tensions au sein de la classe dirigeante se sont brutalement aiguës et les affrontements entre fractions de la bourgeoisie ont éclaté au grand jour. Les préparatifs du congrès du FLN par exemple ont mis en évidence les divergences et les conflits qui opposent les clans qui se partagent et se disputent le pouvoir.

Suite page 3

LES ETUDIANTS DANS LA RUE

Billet

MENSONGES !

Boutéflika, dont la candidature à la succession de Boumédiène a été subitement avancée par certains organes de presse, a commencé sa campagne par un mensonge éhonté. Il a affirmé que Boumédiène est « totalement exténué » parce qu'il n'a pas pris un seul jour de repos depuis le 1er novembre 1954. Qu'a-t-il donc

fait au cours des 2 semaines passées en Yougoslavie en juillet dernier ? Sans parler des années passées, à l'abri des frontières, à attendre la fin de la guerre de Libération. En tous cas, bravo ! En voilà un qui est bien parti pour égaler son maître. Il est vrai qu'il a déjà beaucoup d'avance dans ce domaine.

LA CONTESTATION PREND DE L'AMPLEUR

La rentrée universitaire 1978-1979 a été marquée par un important mouvement revendicatif. Les instituts, écoles et résiles plus actifs. Les revendications matérielles ont été à l'origine de la mobilisation des étudiants. Avec la nouvelle rentrée, les problèmes de transport, de logement, de retard dans le paiement des bourses et d'insuffisance du niveau de celles-ci ont pris une grande acuité.

Suite page 29

A TOUS NOS COMPATRIOTES

"Certains maires et fonctionnaires communaux algériens en vacances en France se font prendre en charge par des émigrés contre promesse de leur obtenir des avantages au pays : ciment, inscription sur des listes d'autoconstruction de logements. Il faut dire à tous nos compatriotes en France de ne pas se laisser prendre, car une fois au village en Algérie, les promesses ne sont plus tenues.

B.S.

TRAFIC AU CONSULAT

"Un employé du consulat d'Algérie à Lyon propose à un émigré de réunir de l'argent français pour le lui échanger avec 70 pour cent de commission. L'émigré refusant, l'employé le menace de le dénoncer à la police des frontières algériennes, affirmant être au courant d'un trafic de la même nature avec le secrétaire général du consul. L'émigré nie toute participation à cette opération mais il est bien inquiet pour son prochain retour au pays".

P.T.



Les ordures sont déversées dans les ruelles



Graves pénuries d'eau potable.

ALGER A BIEN CHANGE

(...) Alger a bien changé ces deux derniers mois. L'hygiène et la propreté font gravement défaut : les ordures sont déversées dans les ruelles. J'ai vu un soir vers les 9 h un habitant du 1er étage balancer du haut de son balcon, après s'être assuré que personne ne le voyait, le contenu de sa poubelle sur le trottoir. Dans certains quartiers comme Bab-el Oued, Belcourt, El Harrach, les ordures tardant à être ramassées bouchent les égouts provoquant des inondations lors des dernières pluies. Ce qui n'empêche pas Bab-el Oued, par exemple, de connaître de graves pénuries d'eau potable (...).

Z.

POUR VOUS ABONNER

EL JARIDA

**ORGANE DU PARTI DE LA
REVOLUTION SOCIALISTE**

N° 21 - NOVEMBRE 1978

Pour toute correspondance et abonnements, écrire au COMITE DE SOUTIEN EL JARIDA.

C.S.E.J.

11 rue Jean de Beauvais

75005 PARIS

ABONNEMENTS

6 numéros 51 F

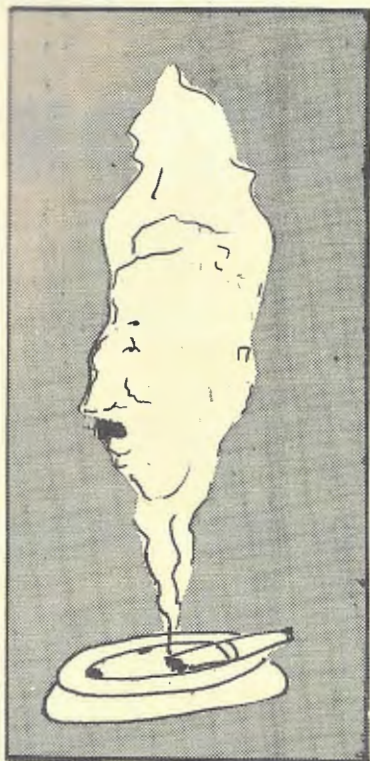
El Jarida+PRS Info 100 F

ABONNEMENTS DE SOUTIEN :

minimum 100 F

SOMMAIRE

AUTOUR D'UNE DISPARITION 4



EN VRAC 9

La campagne contre les petits
commerçants : FAIRE ECHEC
A L'OFFENSIVE DU POUVOIR 12

SEULE LA LUTTE PAIE 14

LES LUTTES 16

PLAN EN CINQ POINTS :
POUR UNE ISSUE DEMOCRATIQUE
DE GAUCHE EN ALGERIE 17

Appel de Mohamed Boudiaf à
l'occasion du 1er Novembre 22

Appel du P.R.S. 24

POUR LANCER LE DEBAT :
QUELQUES REFLEXIONS
SUR LA DEMOCRATIE 25

Une rentrée universitaire sous le
signe de la lutte 29

Rentrée scolaire : un bilan désas-
treux 32

PAGES EN ARABE 35

EN FINIR AVEC LA DICTATURE

(Suite de la première page)

C'est dans ce contexte explosif que les « indiscretions » de la presse internationale ont révélé la « disparition » de Boumédienne invisible depuis le 24 septembre dernier. Les sphères dirigeantes ont d'abord réagi par un silence méprisant, espérant ainsi décourager les curiosités et se dispenser d'avoir à s'expliquer sur les raisons de cette éclipse.

Mais bien vite l'espoir suscité dans la population par les rumeurs de coup d'Etat et d'attentat a été tel que les dirigeants craignant de ne plus pouvoir contrôler la situation sont obligés d'admettre que Boumédienne était à Moscou, pour une « visite d'amitié et de travail ».

Mais cette explication embarrassée, pas plus que la grotesque mise en scène télévisée de Moscou, n'a convaincu personne. Bien au contraire, elle n'a fait que provoquer l'indignation des Algériens choqués par les mensonges et les procédés inqualifiables d'un pouvoir de plus en plus discrédité.

A l'approche du 1^{er} novembre, à Moscou, un diplomate « qui a tenu à garder l'anonymat » a admis que Boumédienne était en URSS pour soins, mais il a aussitôt ajouté « que son état s'est nettement amélioré ».

Pourquoi cache-t-on aux Algériens l'état véritable de Boumédienne ? Pourquoi avoir tardé à admettre qu'il était hors d'état d'exercer le pouvoir ? Qui l'exerce en son absence ? Autant de questions sans réponse. Voilà qui en dit long sur les mœurs politiques du régime.

Pourtant, dans la coulisse, les luttes pour la succession sont bien engagées. Les Boutéflika, Abdelghani et autre Tayebi Larbi cherchent toutes les occasions pour faire parler d'eux et apparaître comme les hommes de la situation. Cependant les institutions, soi-disant stables, du régime se désagrègent à vue d'oeil : le conseil de la révolution a disparu, le conseil des ministres ne se réunit plus et certains ministres sans aucune décence, agissent comme si Boumédienne était mort et enterré. Dans l'administration et les sociétés nationales tout marche au ralenti. Tout le monde attend. Même El Moudjahid d'ordinaire si bavard ne parvient plus à cacher son désarroi. En mal d'inspiration il se contente, si l'on peut dire, d'expédier les affaires courantes.

Bref l'Algérie n'est plus gouvernée. La lente et inexorable agonie du régime suscite l'attente et l'espoir d'un changement. Mais les gens en place, minimisant l'évènement, veulent chloroformer l'opinion pour avoir les coudées franches dans

l'éventualité d'une succession. A toutes fins utiles et sous un prétexte fallacieux tout le pays est soumis à un quadrillage policier et militaire qui contribue encore à alourdir l'atmosphère. En fait tout se passe comme si on préparait en secret l'après-boumédienne pour mettre ensuite les masses devant le fait accompli. Pourtant celles-ci ont clairement exprimé qu'elles en ont assez d'un régime dont la faillite peu glorieuse dans tous les domaines a gravement compromis le devenir du pays. Elles veulent un changement qui soit avant tout conforme à leurs besoins, qui résolve leurs problèmes. Ce ne peut-être n'importe quel changement. Il faut faire échec à tous ceux qui, spéculant sur l'impatience des masses, veulent promouvoir une solution de droite.

Que ce soient des membres de la classe dirigeante actuelle ou des partisans du « retour aux sources », il faut barrer la route aux apprentis dictateurs qui rêvent de faire marcher le peuple à coup de trique. Car le vrai changement sera d'abord celui du mode de gouvernement : il faut en finir une fois pour toutes avec la dictature !

Il faut donc un changement démocratique. Mais un changement qui garantisse à la fois l'indépendance du pays et les intérêts des exploités et des déshérités, un changement de gauche. C'est la condition pour qu'un éventuel processus de libéralisation ne soit pas détourné au profit des milieux d'affaires ou de fractions de l'armée soucieux de maintenir leurs privilèges.

Ce changement, c'est maintenant qu'il faut l'imposer, que Boumédienne soit écarté ou non. Il faut que les masses dépassent la simple résistance au pouvoir pour se manifester d'une façon offensive.

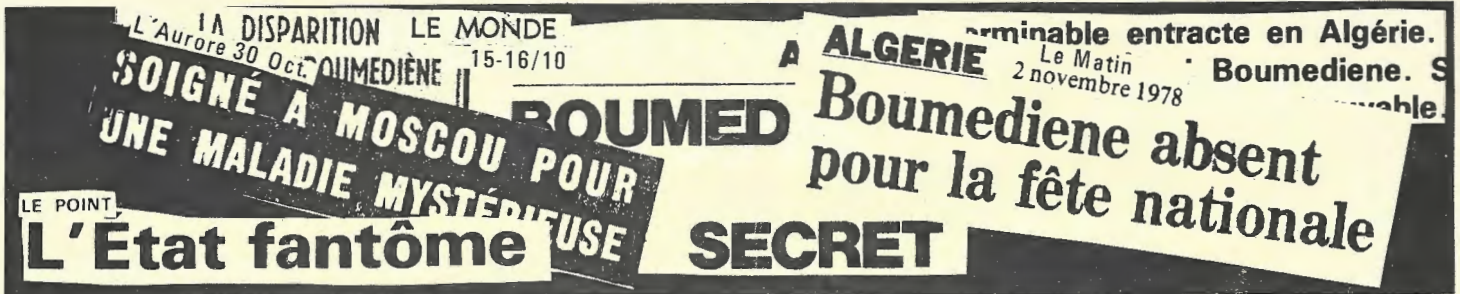
Pour le PRS cette offensive des masses ne peut se développer que sur la base d'un engagement de fractions très larges de l'opinion algérienne sur un ensemble de principes et d'objectifs qui constitueraient un Pacte National garantissant les droits civiques, politiques et économiques des citoyens.

Seul un tel programme peut éviter au pays et aux Algériens de nouvelles épreuves et créer le contexte psychologique, la mobilisation populaire suffisante pour arrêter la dégringolade.

Concrétiser la solution démocratique de gauche, seule alternative valable au régime actuel, c'est la seule façon de résoudre les problèmes immédiats du pays en fonction des intérêts des masses populaires.

Oui une bonne solution à la crise actuelle existe ! Elle est possible aujourd'hui !

Le 1^{er} Novembre 1978



AUTOUR D'UNE DISPARITION

Suite de la première page

Mais venons-en à la chronologie des faits. Nous sommes au lendemain du Ramadhan, un mois redouté par la population pour les pénuries et les hausses des prix brutales qu'elle a à subir. Cette année, tous les records ont été battus et la colère des gens est à la mesure de cette anarchie intolérable. D'autant plus que l'après Ramadhan n'a pas apporté la petite accalmie habituelle.

Pour répondre à ce mécontentement le pouvoir avait commencé par s'attaquer aux artisans boulangers, puis, après l'Aïd, il s'est acharné contre les autres détaillants (marchands de fruits et légumes, bouchers, petits commerçants, etc...); des procès verbaux leur sont dressés, certains magasins sont fermés, d'autres nationalisés. Au mécontentement général viennent s'ajouter alors la colère légitime des commerçants et l'inquiétude des autres artisans et petits producteurs.

En réaction à ces mesures impopulaires, les rumeurs commencent à se répandre; des manifestations sont signalées à Constantine, Oran et Alger.

Pendant ce temps, les gouvernants font des affaires et s'occupent de l'état du monde: Boumédienne est à Damas pour relancer un front de la fermeté bien fragile et Boutéflika se prépare pour la 33ème session de l'ONU où il ira pérorer encore sur les grands principes. Pour les autres ministres c'est le train-train habituel, dans l'indifférence générale: "visites de travail" comme l'a écrit laconiquement El Moudjahid, accueil de délégations étrangères que rapportent brièvement radio et télévision, réceptions, dîners et galas et surtout les affaires personnelles qui exigent beaucoup de temps.

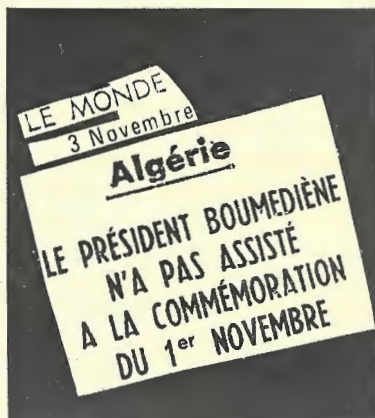
Des interrogations

Dans ce concert d'activités les rôles sont partagés et biens délimités; les Algériens le savent. C'est pourquoi ils remarquent qu'au fil des jours, certains ministres s'installent au premier plan de l'actualité: habituellement, silhouettes grises et effacées, on les voyait se contenter de gesticuler, laissant au commentateur le soin d'expliquer leurs activités du moment; mais voilà que soudain ils se mettent à parler, à expliquer ce qu'ils font ou pensent de tel ou tel problème, et surtout à occuper toute la largeur de l'écran.

Les Algériens dressent l'oreille à ce changement dans la chorégraphie officielle. Non pas qu'ils soient passionnés par les faits et gestes de Boumédienne, mais, dans l'ambiance de censure totale des événements qui leur est imposée, le moindre grain de sable, le moindre accroc au cérémonial habituel ne peut que susciter des interrogations et alimenter un flot de rumeurs.

Et le grain de sable est de taille: depuis le 24 septembre, Boumédienne, dont tous les faits et gestes sont rapportés dans le moindre détail avec une insistance qui suscite l'écoeurement, n'est plus apparu à la télévision algérienne.

C'est Boutéflika, secondé par Rédha-Malek qui reçoit le 26, le vice-président du Vietnam, venu à la tête d'une délégation officielle. C'est encore lui qui, le 27, présidera la délégation algérienne aux entretiens algéro-vietnamiens et saluera, le 28, le départ des Vietnamiens qui n'auront pas



été reçus par Boumedienne.
Le 29, Abdelghani achève l'installation des nouveaux walis, (coïncidence ou pas, pendant l'absence de Boumedienne, 23 wilayas sur 31 ont été touchées par ce mouvement de hauts fonctionnaires).
Le 30 septembre, contrairement aux habitudes, c'est Yahiaoui qui clôture le 4ème Congrès de l'U.N.F.A.

Rumeurs et silence officiel

Dès lors, des rumeurs commencent à circuler sur le sort de Boumédiène déjà absent pendant plusieurs semaines au cours du mois d'août. Elles ne sont pas inventées à l'extérieur par la "réaction" comme l'écrira plus tard El Moudjahid. Leur contenu révèle clairement le ras-le-bol généralisé des Algériens ainsi que leur impatience et leur espoir d'en finir avec ce pouvoir. Qu'on en juge à leur contenu ; *Boumédiène au-*

rait été victime d'un attentat (des précisions ultérieures en identifient l'auteur comme étant un militaire) ; il serait séquestré par des putschistes ou bien il aurait décidé lui-même de fuir pour ne pas être renversé et d'attendre que l'orage soit passé. Ces rumeurs sont complétées par d'autres tout aussi insistantes qui font mention de nouvelles manifestations populaires de mécontentement signalées ici et là (Oran, Constantine, El Harrach, Bab el Oued etc...) et qui confirment le désir de changement quasi général des Algériens.

Comme à l'accoutumée en pareilles circonstances, la presse, la radio et la télévision algériennes, se taisent sur les interrogations légitimes de la population et continuent de développer les thèmes de propagande de l'heure ; Conférence des walis, Sahara Occidental, 33ème session de l'ONU. Mais les Algériens y demeurent indifférents et malgré les messages presque quotidiens de Boumedienne à l'adresse de chefs d'Etat publiés par la presse (à Sekou Touré le 2 octobre, Hua Kuo Feng le 3, Hassan II le 5, Honnecker le 6 etc...) les interrogations et les hypothèses se multiplient.

LE CANARD ENCHAÎNÉ - 18 10 78

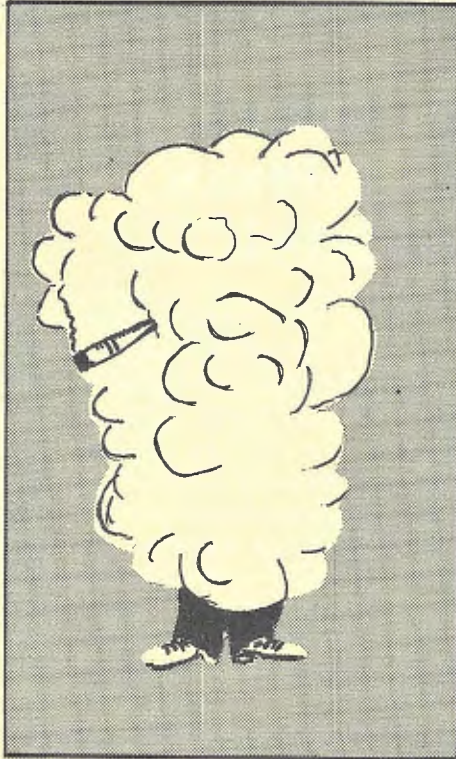
MAIS SI ! BOUMEDIENE EST TOUJOURS « IN »



Une presse complaisante

Il faut attendre le 13 octobre pour qu'une partie de la presse internationale fasse état de rumeurs et parfois du grand mécontentement populaire. Mais la plupart des journaux, tout en s'interrogeant se veulent rassurants pour leurs lecteurs ; les inquiétudes, les interrogations, les rumeurs de la population algérienne font place à des informations provenant selon la formule de l'AFP, de "milieux algériens compétents". D'après ces informations Boumédiène préparerait, en secret, le congrès du F.L.N.; à ce propos l'AFP parle même de "conclave non stop" ; il participerait selon d'autres sources à une conférence-secrète elle aussi - sur le Sahara Occidental. Il y a également l'hypothèse d'une maladie: Boumédiène aurait subi une légère intervention chirurgicale et serait convalescent dans "une de ses villas". Quant à la situation à l'intérieur du pays, elle est passée

—► sous silence. Il n'y a pas d'inquiétude, rassurent le *Matin* et l'*Humanité*. Tout est calme à Alger et à l'intérieur du pays répètent les radios alors qu'au même moment de nombreux barrages de gendarmerie sont dressés sur toutes les grandes routes, filtrant tous les véhicules et procédant à des contrôles d'identité tels que les Algériens n'en n'ont pas connu depuis l'époque de la guerre de libération.



L'A.F.P. fait vaguement allusion à ce quadrillage policier en mentionnant *"des chevaux de frise placés un peu partout qui filtrent la circulation."*

Un de nos lecteurs qui a subi ces contrôles six fois dans la même journée exprime ainsi le sentiment de la population :

"Nous avons été très surpris hier par des barrages de gendarmerie ; on ne comprenait pas pourquoi les gendarmes avaient tous la mitraillette au poing. Ils étaient sévères ; ils sont montés dans l'autocar, bousculant les voyageurs, ordonnant d'un ton sévère de baisser les bras et de laisser le passage, pour voir tous les visages. Nous avons été traités comme des malfaiteurs."

Malgré les rumeurs et le flot d'interrogations, malgré l'intervention des mass-media étrangères, dans les milieux du pouvoir algérien c'est le silence. La presse continue de relater les péripéties de la campagne labours-semailles, de «la lutte invincible du Polisario» et des activités routinières de Abdelghani, ministre de l'intérieur.

Ce mépris total et profond de l'opinion

des citoyens indignes les masses algériennes tandis qu'à l'extérieur, les habituels défenseurs du régime ne semblent ni choqués ni dérangés par ces pratiques. On les admet et on s'étonne même qu'elles puissent engendrer le mécontentement des Algériens : Le *Matin* du 16 octobre va jusqu'à reprocher aux autres journaux de rapporter des rumeurs d'agitation en Algérie.

Une autre radio française fait appel au sinistre Jean-Pierre SERENI -co-auteur servile du panégyrique "un algérien nommé Boumédienne"- qui explique avec le plus bel aplomb qu'il ne comprend pas pourquoi on fait tout ce tapage : la disparition de Boumédienne ?

Quoi de plus naturel ! Cela correspond à son tempérament secret, discret, et surtout modeste ! Il n'aime pas la publicité et réapparaîtra lorsqu'il le jugera nécessaire. Mais que l'on se rassure ! Il continue de gouverner !

La rumeur de Moscou ...

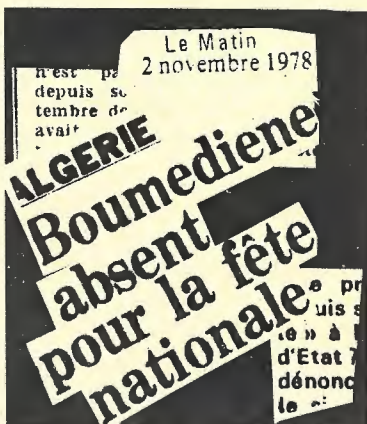
Enfin, le 15 octobre au soir, l'A.P.S. est contrainte de rompre le silence. Elle annonce la présence de Boumedienne à Moscou *"Pour une visite d'amitié et de travail"*.

Pourquoi ? Depuis quand ? jusqu'à quand ?

Au lieu de répondre, El Moudjahid du 16, continuant de prendre les Algériens pour des mineurs, se lance dans une violente diatribe contre la presse étrangère qui a osé, en l'absence d'informations, rapporter des rumeurs et émettre quelques hypothèses. Devant tant de cynisme, les rumeurs reprennent de plus belle et les algériens restent en permanence à l'écoute des radios étrangères pour être fixés sur le sort du pays.

A l'extérieur, les journaux complaisants comme le *Monde*, l'*Humanité*, le *Matin*, *France-soir*, sautent sur la déclaration de l'APS et en font des titres rassurants, comme celui du *Matin* : *"Boumédienne : il était bien à Moscou"* ou mensongers comme celui du *Monde* (18.10) *"les images télévisées du Président Boumedienne à Moscou ont rassuré la population"*.

En même temps ces journaux préparent l'opinion à l'idée d'une maladie grave, sans



fournir de détails. Tout autant que les précédentes cette hypothèse se heurte au scepticisme de la population comme en témoigne cet extrait d'une lettre d'un de nos correspondants :

"De deux choses l'une, soit que Boumédienne est malade; supposition injustifiable car il n'était pas malade auparavant; soit qu'il a bel et bien été victime d'un attentat, et de là toutes les rumeurs populaires qui ont été évoquées auparavant se confirment". «Ici c'est surtout la 2ème hypothèse qui est à la «une» des «discussions».

Prisonnier de sa censure, le pouvoir n'est plus crédible. Contraint par l'opinion de révéler la présence de Boumédienne à Moscou, il se heurte à l'incrédulité des algériens. A propos des images télévisées de Boumédienne à Moscou, les gens qui continuent de croire à la fuite ou à l'attentat ont parlé de scénario, de truquage même destiné à camoufler autre chose.

Devant le regain de tension l'APS se résout à dire que Boumédienne prolonge son séjour à Moscou "sur l'invitation des dirigeants soviétiques". Ce qui provoque de nouvelles hypothèses.

Dans le même temps, et contrairement à leur habitude de black-out, les journaux et la radio algérienne parlent de l'évasion de cinq condamnés dont un commandant, puis, très vite, ils annoncent leur arrestation. Pourtant les barrages de gendarmerie, dressés disait-on pour arrêter les fuyards, sont maintenus. On reparle de coup d'Etat imminent.

Les rumeurs sont encore relancées par quelques éléments fournis par les radios étrangères sur les "étranges" symptômes de la maladie de Boumédienne. El Moudjahid, après avoir vilipendé les propagateurs de "fausses rumeurs" sur la santé de Boumédienne reconnaît, non sans cynisme, dans son édition du 29 octobre, que "la santé du chef de l'Etat s'est améliorée".

... Et celle de Baghdad

Parmi la population les thèses de l'empoisonnement au mercure et celle d'un cancer généralisé font écho à ces propos rassurants. Elles sont amplifiées par les dé-

clarations de Boutéflika, qui, voulant minimiser les faits déclare à Baghdad le 3 novembre : "Boumédienne n'a jamais été malade (...) il a dû seulement se reposer parce qu'il était exténué". Ces explications sont beaucoup trop tardives pour être convaincantes et ne font que relancer les spéculations sur la disparition de Boumédienne et son éventuel remplacement.

D'autant que les déclarations du pouvoir deviennent discordantes. Alors qu'à Moscou un communiqué annonce que Boutéflika présidera la délégation algérienne au sommet de Bagdad, à Alger c'est Réda Malek que l'APS désigne comme président. Tous ces mensonges, et ces volte-face subites sous la pression de l'opinion ne réussissent cependant pas à masquer un fait essentiel : Boumédienne est absent depuis un mois et demi pour des raisons inconnues.

Un de nos correspondants résume l'opinion courante à propos de cet état de fait : "voilà plus d'un mois que Boumédienne est absent et il ne semble pas manquer au pays; les ministres ne se réunissent plus, aucune décision n'est prise et le pays ne s'effondre pas. Ce n'est pas pire qu'avant et l'on est de plus en plus convaincu que nos dirigeants et à leur tête Boumédienne sont bien inutiles au pays".

Boumédienne est-il malade, condamné, victime d'un attentat ou écarté du pouvoir ? La population attend, sans beaucoup d'illusions, la cérémonie de l'Aïd El Adha, pour se faire une opinion plus précise des événements, à défaut d'informations correctes. D'autant que certains journaux annoncent une apparition publique de Boumédienne en Algérie à l'occasion de cette fête.

Mais, indépendamment du dénouement du "mystère" Boumédienne, les gens de plus en plus s'interrogent sur le comportement des membres du gouvernement ; ils interprètent les apparitions insistantes de Abdelghani, Yahiaoui, Bouteflika et Tayebi Larbi comme les indices d'une lutte larvée de succession.

Tout est fait au niveau du pouvoir et de ses moyens d'information pour que la succession s'opère "en douceur" mettant ainsi les Algériens devant le fait accompli. Mais la grande majorité du peuple algérien n'attend plus rien de ce personnel politique, discrédité à ses yeux par son affairisme, sa corruption, son indifférence aux problèmes de la population, et enfin par ses moeurs politiques illustrées encore une fois par son comportement dans l'"affaire" Boumédienne.



El Moudjahid .16.10.78

Cette fois cependant, c'est toute une certaine presse, et notamment arabe, qui lui a emboîté le pas, qui l'a même parfois dépasse dans la calomnie la plus éhontée, dans l'invraisemblable et les contre-vérités, faisant feu de tout bois et saisissant n'importe quel prétexte — y compris un événement aussi naturel que l'absence du Président de la République — pour tenter de semer la confusion.

DE L'INVENTION DE L'INFORMATION

Afrique Asie .30.10.78

Le paisible promeneur de la rue Didouche-Mourad, à Alger, de la rue Larbi-Ben-M'Hidi, à Oran, du cours de la Révolution, à Annaba, apprenait ainsi sur les ondes des radios étrangères que, dans son propre quartier, un « soulèvement populaire était en cours », que, dans la capitale, « les chars tiraient sur la foule » et que, pour résumer cet amas d'insanités et de mensonges, « l'Algérie était à feu et à sang », le pouvoir, « vacant », le pays, l'Etat et les institutions, « à la dérive ».

A L'ART DE NIER L'EVIDENCE

L'essentiel dans cette affaire, c'est que chacun ait gardé la tête froide, déjoué la provocation et éventé le piège. Car, passé les premières heures de matraquage, chacun s'était rendu compte, de soi-même, dans les rues, les administrations, les entreprises, etc., que tout était en place et que rien n'avait bougé. Chacun vaquait à ses occupations habituelles : le président de l'Assemblée populaire nationale ouvrait la session d'automne, le président de la République s'entretenait à Moscou avec les dirigeants soviétiques des relations bilatérales et de la situation au Proche-Orient à la suite des accords de Camp David et à la veille du sommet arabe de Bagdad, les ministres assuraient régulièrement la conduite des affaires de leur ministère, les travailleurs étaient à leurs postes et les gestionnaires dans leurs bureaux.

Moins de vingt-quatre heures après son déclenchement, la formidable campagne de dénigrement avait fait long feu. La montagne n'accouchait même pas d'une souris.

A propos des rumeurs alimentées par le manque total d'informations, Afrique-Asie conclut : « Peut-on mieux les traiter que par le mépris ? »

Le Matin 2.11.78

Mercredi matin, une équipe de la télévision nationale et des journalistes algériens et étrangers se trouvaient au cimetière d'El Alia. Des gendarmes faisaient le va-et-vient entre le cimetière et leur base, et deux soldats étaient en faction devant la stèle. Vaine attente : à midi, tout le monde avait quitté les lieux et aucune fleur n'avait été déposée.

Le ministre algérien des Affaires étrangères, Abdelaziz Bouteflika, de son côté, a formellement rejeté les « rumeurs alarmistes » sur

l'état de santé du président Boumedienne, tout en reconnaissant que ce dernier était « totalement exténué », car il « n'a jamais pris un jour de vacances depuis le 1^{er} novembre 1954, date du déclenchement de la révolution algérienne ».

Et la télévision soviétique a présenté hier soir une photographie de Boumedienne conversant avec Boris Ponomarev, membre suppléant du bureau politique du PC soviétique. La rencontre a eu lieu hier, a précisé la télévision soviétique, qui n'a pas pour autant indiqué où elle avait eu lieu.

Jeune Afrique .25.10.78

Si les rumeurs ont pris une telle ampleur ces jours-ci, c'est aussi en raison de la présence de barrages militaires et de la multiplication des contrôles dans les principales villes du pays depuis le jeudi 12 octobre. Les forces de l'ordre étaient à la recherche de l'ex-colonel Amar Mellah, évadé le jour même de la prison de Médéa en compagnie de sept autres prisonniers. Condamné à la détention à vie, l'ex-colonel avait été impliqué

dans une tentative de putsch, dirigée par le colonel Tahar Zbiri en 1967.

« Il a profité de la confusion pour réussir son évacuation » : cette remarque étonnante nous a été faite par un haut responsable du régime. Elle prend valeur d'aveu : s'il y avait « confusion », c'est bien que quelque chose ne tournait pas tout à fait rond à Alger en ce début d'octobre. Ce qui nous ramène au président Boumedienne et à son éclipse remarquée de la scène publique.

Le Monde .31.10.78

Alger. — L'information émanant d'une source diplomatique algérienne à Moscou selon laquelle la santé du président Boumedienne « s'est nettement améliorée » n'a pas été diffusée officiellement ici et n'a donc fait l'objet d'aucun commentaire autorisé. Les journaux, la radio et la télévision n'ont fait aucune allusion à un sujet qui reste tabou.

Pour l'opinion publique algérienne, la fiction « d'un voyage de travail et d'amitié en Union soviétique » est maintenue. L'explication cependant devenait insuffisante sur le plan international à la veille du sommet arabe de Bagdad, le 2 novembre.

L'agence Algérie Presse Service a annoncé ce lundi 30 octobre que M. Abdelaziz Bouteflika a quitté Moscou pour l'Irak, où il présidera la délégation algérienne à la conférence des ministres des affaires étrangères qui devait s'ouvrir dans la journée.

Le Point .6.11.78

« Totalement exténué », a donc dit Abdelaziz Bouteflika. Qui dit grande fatigue ne dit pas maladie. Et c'est là qu'un épicier d'Alger, où le temps est si beau et la chaleur si douce, demande avec une insolente ingénuité : « Pourquoi, c'est si bien que ça, Moscou, à cette saison, pour s'y reposer ? »

Les déclarations du ministre algérien des Affaires étrangères auraient été plus convaincantes si elles avaient été moins tardives. Si l'on ne savait surtout qu'un des urologues de l'hôpital militaire d'Alger a accompagné à Moscou Houari Boumedienne, qui souffre — ou a, en tout cas, souffert — de graves troubles rénaux. Une affection qui se compliquerait d'un rejet d'implant dentaire.

Une aussi longue absence de Boumedienne ne pouvait qu'accroître les rumeurs. En plus de l'affection rénale, une paralysie partielle du côté gauche ? Des personnalités l'assurent. Rien ne confirme leurs dires. Les suites d'un attentat relativement, sinon très récent ? On sait maintenant — des langues ici et là se déliant — qu'il y a trois ans des balles ont transpercé les vitres de la voiture de Boumedienne, qu'à la même époque — où il avait en effet perdu une bonne part de ses cheveux — il aurait été l'objet d'une tentative d'empoisonnement. Mais cela prouve-t-il que l'on ait encore, ces dernières semaines, attenté à ses jours ?

EN VRAC

TRAFICS ET CORRUPTIONS

LA GUERRE DES GANGS DANS L'A.N.P.

Plusieurs officiers de la DN-C- ANP auraient été arrêtés pour contrebande d'appareils électro-ménagers. A la faveur des manifestations commerciales (Mouggar de Tindouf, Assihar de Tamanrasset) des appareils étaient importés de Lybie, du Niger, du Mali, des Iles Canaries ... pour être revendus à travers les coopératives de l'A.N.P. La répression, très discrète, est menée par le chef de la région militaire du Sud, Atailia dit "le Rouge" qui disposerait lui-même de ses propres réseaux et éliminerait ainsi la concurrence.

► La SONACAT — société de distribution de matériel électro-ménager — importe des téléviseurs affichés à 1600 DA dans les magasins de l'Etat, où il est impossible de se les procurer. Ils sont vendus en sous-main et moyennant commission à des commerçants privés qui les revendent sans facture à 2600 DA.

Y AURA-T-IL UNE ENQUETE ?

La Commission des Bourses et des Valeurs (SEC) des Etats Unis a accusé le 2 octobre 1978 la firme multinationale ITT (International Telephone and Telegraph) — tristement célèbre en particulier pour son implication dans le coup d'Etat au Chili en 1973 — d'avoir effectué entre 1970 et 1976 des "paiements douteux, corrompus, impropres et illégaux" dans neuf pays : Algérie, Chili, Indonésie, Iran, Italie, Mexique, Nigéria, Philippines, Turquie.

Selon la Commission des Bourses et des Valeurs, les pots de vin versés se chiffrent à 8,7 millions de Dollars.



LES MOTARDS FONT LA LOI

En Algérie "le gendarme est bon enfant"... contre rémunération. De notoriété publique un gros billet "oublié" dans

DETOURNEMENTS

Khatib et Ghraïeb (parent du président de l'Amicale), walis successifs d'El Asnam ainsi que des chefs de Daïra et des présidents d'A.P.C., sont impliqués dans des détournements de fonds. 5 millions de DA ont été extorqués à l'Etat avec de fausses factures de travaux certifiés par la direction des Ponts et Chaussées, tandis qu'une plâtrerie "auto-gérée" située à Aïn Akacha (ex. Chasseriau) était gérée pour le compte des chefs de Daïra de Tenès depuis 1963. Chiffre d'affaires annuel : plus de 5 millions de DA. Sanctions : un chef de Daïra et un directeur des Ponts et Chaussées révoqués ; pas de poursuites judiciaires ; le procureur d'El Asnam, trop zélé, est muté.

MATERIAUX DE CONSTRUCTION

Le monopole alimente le trafic. Le procédé est simple. Les responsables de l'administration (wali, chefs de Daïra) et ceux du ministère de la construction font obtenir à un entrepreneur un surplus de matériaux de la part des sociétés nationales (SNS, SNMC). Ce surplus est revendu au marché noir à 3 (fer à béton), 6 (ciment) ou même 10 fois (céramique) leur prix. Le profit est ensuite distribué entre les partenaires de l'opération.

► Il y a 4 mois était dissoute la commission mise en place pour suivre l'application de la politique d'arabisation. Ses membres seraient en prison pour trafic de devises.

la carte grise évite les conventions. Principales victimes : les chauffeurs routiers, contraints de se soumettre à ce racket, pour ne pas risquer de perdre leur emploi en cas d'amende à payer. On dit même que les secteurs d'exercice sont cotés en fonction du profit que peut en espérer le gendarme ou le policier. C'est ainsi que les mutations dans le Sud ne sont plus perçues comme une brimade : l'augmentation du trafic avec les pays frontaliers excite bien des convoitises. On se vendrait même les "clientèles" entre collègues! ■

► Selon les premières informations, le récent mouvement des oualis (préfets) aurait permis une entrée en force des militaires. ■

REPRESSION

CHIENS POLICIERS

Des chiens de la gendarmerie accompagnent les patrouilles de police. Histoire d'intimider la population que la vue de l'uniforme n'impressionne plus. Les contrôles d'identité se multiplient en tout cas.



► Arrestation le 24 septembre de 4 jeunes dont l'un travaille à la SNLB de Hussein-Dey (ser-

vice contre-plaqué). Aux plaintes de sa famille, le commissariat central d'Alger répond qu'il n'est pas au courant.

Quant au délégué UGTA il affirme que le syndicat ne peut rien faire car "ça s'est passé en dehors de l'usine" et que de toute façon ce jeune "n'avait pas à se saouler et aller crier "à bas Boumedienne" dehors".

10 ANS POUR UNE BOUTEILLE DE GAZ

Au cours de l'hiver 1976 à Constantine un client excédé par la lenteur d'un vendeur, se sert lui-même une bouteille de gaz. Accusé de tentative de vol, il est arrêté, jugé et condamné à 10 ans de prison (il s'évade après 18 mois passés à la prison de Lambèze). ■

REMOUS A LA SONACOME

Objet d'un contrat entre la SONACOME et la D.I.A.G., le complexe machines agricoles de Sidi bel Abbès a commencé à "produire" à la fin du mois de juillet 1976. Le retard sur les prévisions de démarrage a été de neuf mois. Le taux de réalisation de la gamme de production, 33 produits, est à ce jour de l'ordre de 10 pour cent. Des matières premières et des pièces détachées font souvent défaut. Pour ce qui concerne les moissonneuses batteuses, les sorties d'usine ont représenté 20 pour cent seulement du programme officiel (500 machines). La réception de l'usine n'a pas eu lieu, malgré l'écoulement du délai de deux ans inscrit dans le contrat.

Le complexe machines agricoles de Sidi Bel Abbès ne trahit pas la réputation de la SONACOME qui est de pratiquer le gâchis économique et financier à une très large échelle (cf notre dossier El jarida numéro 17). La firme allemande D.I.A.G., tutrice de la SONACOME, est la cible des critiques des cadres algériens. Entre autres griefs ;

- mauvaise qualité de la formation du personnel algérien en Allemagne,
- mise en congé prolongé du personnel entre la fin du cycle de formation et l'entrée en production des usines ;
- un grand nombre de cadres allemands n'ont pas le profil requis ; leur taux d'absentéisme est très supérieur à celui des Algériens (en moyenne 8 pour cent) ;
- caractère défectueux de certaines parties des installations et retards dans les livraisons de documents techniques (dessins etc...) ;
- obstacle de la langue : alors que le français demeure la langue de travail, la

documentation technique est toujours livrée en allemand. De plus, peu nombreux sont les cadres allemands qui pratiquent le français dans les relations professionnelles.

Cet encadrement revient très cher à l'entreprise. Les privilèges dont il jouit (logement assuré, etc...) provoquent de vives réactions chez le personnel algérien.

A une prévision de production intégrée à 70 pour cent, la direction de la SONACOME substitue une activité de montage pour maintenir la fiction d'une réalisation des objectifs physiques. Le trucage des statistiques, couvrant des scandales financiers et un accroissement de la dépendance à l'égard de l'impérialisme, est un instrument dans les conflits internes à la SONACOME en opposant celle-ci à d'autres administrations.

Un nouveau Directeur Général a été nommé il y a quelques mois à la SONACOME. Dans ses anciennes fonctions, à l'usine de Rouiba, celui-ci s'était fait une réputation d'interprète des intérêts français. Maintenant qu'il dirige l'ensemble du groupe, et bien qu'il semble toujours maintenir de bonnes dispositions à l'égard des Allemands, un changement du personnel de direction est intervenu. Des clientèles sont déchues, dispersées. De nouvelles se composent. Promotions, avantages matériels sont les éléments déterminants des liens d'allégeance. Pour les besoins de la cause les nouveaux élus pourront toujours faire de leurs prédécesseurs des boucs émissaires. Il est de bon ton dans l'administration algérienne de se présenter comme redresseur d'une situation catastrophique. La fiction a des chances de durer... jusqu'aux prochaines nominations.

PENURIES

Après le monopole accordé à la SONATRACH par un vote de l'APN il faut prévoir une pénurie sur près de 650 articles.

Coupure d'eau d'une dizaine de jours début octobre à Skikda. Devant le mécontentement de la population le bruit a couru que le maire avait été relevé de ses fonctions.

CONSTRUCTIONS ILLICITES

Les APC affichent une série de mesures contre les constructions illicites :

- destruction de tout ce qui a été bâti sans autorisation, ni permis de construire ;
- aucune construction déclarée illicite ne bénéficiera des réseaux de distribution d'eau et d'électricité ;
- des mesures de confiscation de matériaux de construction seront prises à l'encontre de tous les particuliers qui en stockent.

Déjà certains contrevenants sont convoqués par les gendarmeries de leurs lieux de résidence.

LOGEMENTS DE STANDING

Une société italienne (ITALLEDIL) est chargée depuis 2 ans de la réalisation de 660 logements à Skikda. (Elle opérait auparavant à Oran). Les travaux, qui avancent au ralenti, concernent des logements de standing destinés à la vente.

PASSE DROITS

Amir, ministre du travail, a mobilisé tout le service de psychiatrie de l'hôpital Mustapha autour de sa fille. Celle-ci, débile profonde, devait subir des tests préalables à son envoi vers une institution spécialisée

à l'étranger. Le chef de service (Dr Boussebci) a été révoqué par lettre du ministre de la santé pour avoir protesté contre la désorganisation du service. Il n'a été réintégré que par suite d'interventions en sa faveur.

OFFICIERS ALGERIENS AUX U.S.A.

Il s'agit de militaires étudiants en électronique, mécanique etc... Après les accords dans le domaine du gaz, cette initiative ouvre un nouveau champ d'influence aux U.S.A. Les possibilités de collabora-

tion militaire algéro-américaine sont étudiées depuis 1977, date de la visite d'une délégation militaire US en Algérie, qui a inspecté en particulier l'école d'officiers de Cherchell.

BANDITISME

L'insécurité se développe dans les bus algériens. Des voleurs y opèrent par bande, sous la menace de rasoirs. Un voyageur, qui a tenté de s'opposer, s'en est sorti avec 14 points de suture à la poitrine. Moins heureux, un autre a été blessé grièvement au cou, en plein jour, à l'arrêt de la Grande Poste. La police, occupée par la surveillance politique (rumeurs de manifestations), laisse faire.

CIMENTERIE EN PANNE

A la mi-septembre la cimenterie d'Oued Sly a cessé toute production. Cet arrêt serait dû à des "sabotages" provoqués par des travailleurs. La suppression des allocations fami-

liales et l'allongement de la durée du travail contenus dans le "Code du travailleur" (voir P.R.S. info n° 10 du 15 mai 1978) sont à l'origine du mécontentement.

La cimenterie — qui devait produire 2 millions de tonnes de ciment — est entièrement automatisée. Elle offre peu d'emplois en dehors de ceux de cadres et techniciens, qui ne maîtrisent d'ailleurs pas le processus technologique, d'où un recours permanent à l'assistance technique étrangère. Cette unité, ainsi qu'une autre usine de mise en bouteille de gaz, occupent 300 à 400 ha de terres arables. Les anciennes cultures (arbres fruitiers) ont été rasées, les plantations environnantes dépérissent sous les poussières de ciment.

EN VRAC

UNE FIRME JAPONAISE POUR L'UNIVERSITE D'ORAN

L'USTO, la nouvelle université d'Oran, devait être construite cette année. La société chargée de cette réalisation, est la DNC-ANP. Celle-ci n'a encore rien fait. Elle a dû signer un contrat avec une firme japonaise pour sous-traiter le projet.

DICTATURE OU DEMOCRATIE ?

Pour les émules du PAGS, la contradiction principale oppose les partisans de la réaction (: maroc : impérialisme) aux partisans du socialisme : charte nationale : Boumédienne). C'est là une vision pour le moins schématique et mystificatrice. Pour le PAGS elle a un avantage : elle lui permet d'évacuer la question de la démocratie et de ne pas prendre position sur ce problème. Ce faisant il montre bien de quel côté, il se situe et quel camp il défend.

Le moment actuel se caractérise par la prise de conscience au niveau des masses algériennes de la priorité à donner à la lutte pour les libertés fondamentales, les droits du citoyen et les institutions démocratiques. Le régime de la trique, des élections truquées, du parti unique, de la manipulation des masses a fait faillite. Il s'écroule lamentablement incapable de se débarrasser de la gangrène qui le ronge depuis plu-

sieurs années et qui est liée aux moeurs politiques pratiquées en Algérie (désinformation, propagande mensongère, liquidation des opposants, luttes sourdes d'appareils, piston).

Le PRS, dont les analyses de la nature de classe de l'Etat algérien ont connu une large diffusion, considère que la question de la démocratie est une question préalable. La source du pouvoir, sa forme, ses rapports avec les masses sont des questions aussi importantes que celles des intérêts qu'il sert. Le pouvoir actuel tire sa légitimité des mitraillettes. Sa forme est dictatoriale et répressive. Il faut que cela change.

Le véritable choix, préalable, est aujourd'hui entre Dictature et Démocratie. Que ceux qui militent pour le changement, qui se réclament du socialisme comprennent que l'heure n'est plus aux arguties et aux citations sacrées mais à l'action décidée pour imposer la mise en place d'institutions démocratiques issues des citoyens et garantissant pour tous les mêmes droits et libertés. C'est la condition nécessaire pour qu'enfin un véritable débat sur les grandes orientations du pays s'engage publiquement et que les algériens reprennent goût à la chose publique et à la gestion de leurs propres affaires.

Jeu diplomatique



Quel est le ministre des Affaires étrangères le plus riche du monde ?

Telle est la question posée à un candidat d'un jeu radiophonique. La réponse nous concerne. Le ministre des A.E. le plus riche du monde serait Algérien. Son trésor est estimé à plus de 50 milliards de centimes.

FAIRE ECHEC A L'OFFENSIVE DU POUVOIR

Le 28 Août 1978, quatre boulangeries sont nationalisées à Alger. Cette mesure relance l'offensive entamée dès le début du ramadhan par le pouvoir contre les petits commerçants notamment les boulangers et les marchands de fruits et légumes. Depuis cette date, aux procès-verbaux (200 en quelques jours à Alger) et aux fermetures de magasins, se sont ajoutées les publications dans les journaux de longues listes de commerçants verbalisés et de tout un arsenal de sanctions et de menaces à leur encontre (retraits du registre de commerce, amendes, nationalisations...)

Cette campagne ne touche évidemment pas les grossistes, intermédiaires, et les spéculateurs de tout acabit qui organisent le marché noir sous la protection et pour le bénéfice des membres de la classe dirigeante.

La responsabilité du pouvoir

C'est dans un contexte de faillite économique et politique que le pouvoir a déclenché l'offensive contre les petits commerçants avec le double objectif :

- de leur faire porter la responsabilité des pénuries et de la hausse des prix,
- de dresser contre eux la population et les travailleurs.

Pourtant, sur les problèmes vécus par la population, les petits commerçants ont défini leur position. Les boulangers notamment se sont clairement déclarés pour l'augmentation des salaires des travailleurs de ce secteur : "L'ouvrier est mal payé", "faute de salaires suffisants nous n'arrivons plus à trouver d'ouvriers pour ce travail dur et ingrat", ont-ils précisé à plusieurs reprises.

Mais la démagogie du pouvoir est impuissante à masquer les causes réelles de

la situation actuelle. Celles-ci résident principalement dans la destruction de l'agriculture algérienne qui ne peut plus subvenir aux besoins de la population et dans le développement des monopoles d'Etat qui s'arrogent de substantiels profits; ce qui se traduit par :

- Les pénuries et les difficultés d'approvisionnement en farine et levure (SN SEM-PAC) en matériel et pièces de rechange, en eau, en mazout, en gaz et même en électricité (coupures fréquentes).

- La mauvaise qualité des produits fournis par les sociétés nationales, particulièrement la farine et la levure.

L'augmentation du prix des matières premières et des fournitures. De 1960 à 1978 la farine est passée de 69 à 110 DA le quintal (+ 60 %), la levure de 1,40 à 2,35 DA le kg (+ 68 %), l'eau de 0,40

DA/m³ à 1 DA (+ 150 %), la corbeille à pain de 2 DA à 25 DA (+ 1150 %), la plaque de 18 DA à 50 DA (+ 177 %), la pelle de 6 DA à 50 DA (+ 733 %), la brosse de 3 DA à 15 DA (+ 400 %) et le papier de 1,50 DA à 9 DA la rame (+ 500 %). (Algérie-Actualité N° 677-Semaine du 5 au 11 octobre 1978).

Quant aux prix du gros matériel et des pièces de rechange - autre monopole d'Etat - ils ont été multipliés par 5.

Dans le même temps le prix du pain est resté bloqué artificiellement par l'Etat à des fins démagogiques évidentes. Ce qui rend impossible aux boulangers l'exercice de leur métier. Ces derniers ont d'ailleurs appris en même temps que les consommateurs la hausse récente du prix du pain, de même que l'annonce faite par la SN - SEM-PAC de l'augmentation du prix de la farine. Sur ce point, ils sont formels : "Le prix du pain a été augmenté sans consulter les boulangers".

Les convoitises de la petite bourgeoisie bureaucratique

Toute la propagande contre les petits commerçants est orchestrée et alimentée par la petite bourgeoisie bureaucratique. Bloquée actuellement dans son ascension sociale, le but non avoué de cette classe c'est d'étendre le secteur d'Etat et de s'assurer ainsi de nouvelles sources d'enrichissement.

Il n'est qu'à lire les commentaires avides de la presse aux ordres pour les chiffres d'affaires "juteux" des commerces frappés par les mesures de nationalisation. L'exagération évidente des sommes avancées — 30.000 DA de chiffres d'affaires par jour pour la boulangerie "La Parisienne" qui emploie quelques ouvriers — donne la mesure de la férocité des appétits en jeu. La hargne et le contenu de la campagne de presse pour fustiger et exproprier les petits commerçants témoignent de la cupidité de cette petite bourgeoisie frustrée dans ses ambitions.

Pour les besoins de la cause, à longueur de colonnes, les petits commerçants quo-

tidienement sont taxés de "vermine", de "traîtres", "d'anti-nationaux", "d'alliés de la réaction" etc... La nationalisation est préconisée au profit des sociétés nationales ou ... de "particuliers choisis pour leur intégrité" (Sic). Par ailleurs, de multiples manœuvres sont entreprises afin de désarmer les commerçants et de les priver de tout moyen de défense. Ainsi, la Fédération de la Boulangerie Algérienne créée en 1966 et qui semble avoir joué un rôle important dans la lutte des boulangers est déclarée "illégal". Le FLN et l'UGTA étant chargés d'organiser "sa reprise en main".

Mais les calomnies, menaces et sanctions n'ont fait qu'aggraver le mécontentement des petits commerçants qui remettent en question les prix "fixés par la loi". Le 25 septembre, ils déclenchent un vaste mouvement de grève. Leur action continue sous forme d'une "grève du zèle" (rideaux à moitié baissés, étalages vides, etc...) qui est largement suivie avec le soutien et la compréhension de la population.

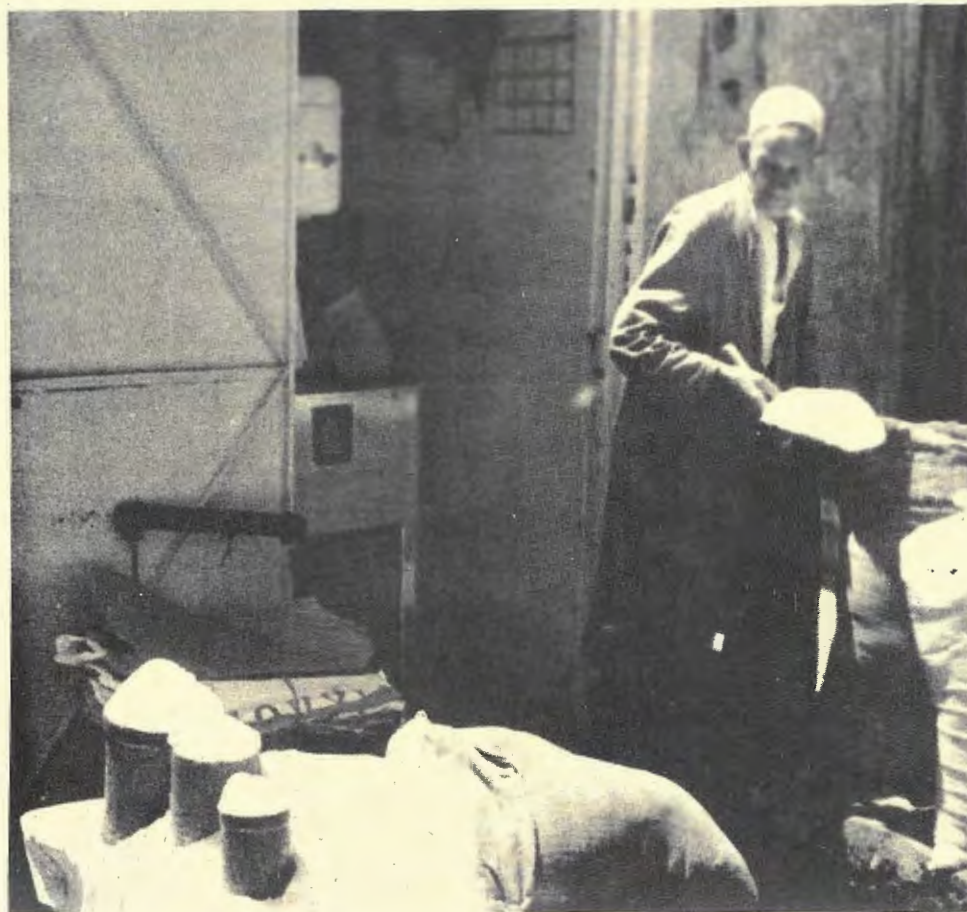
Face à cette résistance, le pouvoir recule. Ainsi, dans les wilayas, des réunions préfabriquées sont organisées. Les commerçants sont invités à s'exprimer "en toute franchise" avant d'être congédiés avec la promesse vague que "des solutions appropriées seront trouvées à leurs problèmes". En même temps, les autorités clament sur tous les tons que les petits commerçants ne sont pas visés par les mesures de nationalisation qui ne toucheront que ceux qui ne respectent pas "les prix fixés par la loi" ou ceux qui, par la grève, se livrent au "trouble de l'ordre public ou de la paix sociale".

Le PRS apporte son soutien à la lutte des petits commerçants contre la tentative du pouvoir de les asphyxier en étendant le monopole d'Etat au commerce de détail. Il appelle les travailleurs et les masses populaires à se mobiliser pour imposer dans le cadre d'un programme minimum :

"La suppression des monopoles d'Etat sur le commerce intérieur générateur de pénuries, de spéculations et de hausses des prix. Développer le marché intérieur en facilitant les échanges, en garantissant la liberté de circulation des produits et des personnes, en libérant les initiatives des petits transporteurs, en protégeant les détaillants contre les grossistes et l'Etat". (El jarida no 17-Juin 1976)

Quant à l'argument souvent rabâché par le pouvoir selon lequel celui-ci aurait procédé à une augmentation du prix du pain afin de couper l'herbe sous les pieds des petits commerçants qui auraient appliqué de toute façon une augmentation plus grande, il est spécieux et ne résiste pas à l'analyse. Car de ce point de vue, les véritables solutions sont :

- de briser les intermédiaires et grossistes privés ou offices d'Etat qui alourdissent les prix en réalisant de gros profits sur le dos des producteurs directs, des détaillants et des consommateurs,
- d'améliorer les conditions d'existence des masses en augmentant leur pouvoir d'achat. A cet égard, il ne doit pas exister de salaire mensuel inférieur à 1.500 DA - Une enquête récente a prouvé que le minimum vital pour une famille de six personnes s'élève à 1.600 DA - ,
- d'appliquer une réelle politique de développement agricole afin de ne plus dépendre de l'extérieur pour notre alimentation et de ne plus subir les contrecoups d'une inflation mondiale.



Le mécontentement qui couvait chez les boulangers a éclaté le 25 septembre à Alger par un arrêt de la vente du pain. Cette action rend publique la lutte sourde qui se menait autour de l'augmentation du prix de la baguette. Taxée à 0,55 DA celle-ci est vendue à 0,60 DA dans beaucoup de quartiers. Les boulangers expliquent qu'avec le relèvement du prix de la farine et les difficultés d'approvisionnement, ils ne peuvent arriver à s'en sortir autrement. — "Moi je n'y arrive pas, si vous voulez la clef de la boutique, tenez" ! s'est exclamé l'un d'eux à la réunion organisée à leur intention par

les responsables du ministère du commerce. De plus, le conflit sur les prix en cache un autre sur l'organisation de la profession.

Les boulangers sont en effet une des rares professions à bénéficier d'une organisation autonome par rapport à la fédération des travailleurs de l'alimentation et du commerce de l'UGTA. Depuis le 28 novembre 1966 quelques centaines d'artisans boulangers, regroupés dans une vingtaine de sections syndicales constituent la "Fédération de la boulangerie algérienne" que le FLN voudrait bien caporaliser, après avoir, sans résultat, menacé et condamné. Des

projets sont ainsi faits par les bureaucrates de ce parti pour regrouper sous son égide les commerçants et artisans algériens. Un des membres de l'APW d'Alger déclare dans une session ordinaire le 5-6-1978 que "cette pseudo-fédération est un groupement illégal et qu'elle ne figure point dans la liste des organisations reconnues par l'UGTA et que toutes les corporations patronales ont été supprimées au lendemain de l'indépendance".

Le 27 septembre, une autre catégorie de commerçants se manifestait : pour protes-

TRACT du P.R.S. diffusé en Algérie

**LA SEULE VOIE
C'EST LA GREVE,
C'EST LA
MANIFESTATION,
C'EST LA LUTTE
RESOLUE CONTRE
LE REGIME**

Dimanche matin 1er octobre, à la surprise générale, les travailleurs de la RSTA, chauffeurs et receveurs sont en grève. Bien que présents avec leurs bus, aux principales stations : El Harrach, Champ de manoeuvre, Place des martyrs, Grande poste... ils refusaient de travailler et faisaient la grève sur le tas. Les rares bus qui circulaient à Alger étaient conduits par des cadres de la RSTA, agents de l'UGTA. Ce n'est qu'après des promesses fermes de la Direction d'augmenter les salaires dans le courant du mois que les travailleurs ont repris le travail, lundi 2 octobre en fin de matinée, prêts à relancer la lutte si les engagements pris n'étaient pas tenus.

Lundi 25 septembre, les boulangers d'Alger et de sa région ont fait une matinée de grève en refusant de vendre du pain. Depuis ils produisent un minimum de pain, protestant ainsi contre les mesures arbitraires du pouvoir : forte hausse du prix de la farine, tracasseries, intimidations et menaces de nationalisation.

Depuis mercredi 27 septembre, de nombreux détaillants en fruits et légumes de l'Algérois font la grève des approvisionnements. Certains ont fermé boutique tandis que les autres n'offrent à la clientèle que quelques produits. Par cette action ils s'opposent d'une part à la démagogie de l'Etat qui les désigne comme responsables des pénuries et de la cherté de la vie, et d'autre

part, à l'offensive du pouvoir qui veut les ruiner en les obligeant à vendre à perte.

Travailleurs algériens

— Le responsable de la vie chère, c'est les C.A.P.C.S., les C.O.F.E.L., l'O.F.L.A. et autres organismes parasites de l'Etat.

— Le responsable des pénuries c'est le Pouvoir, qui a détruit notre agriculture par la "Révolution Agraire", le sabotage de l'autogestion et la ruine des petits paysans.

— Le responsable de la chute du pouvoir d'achat des masses, c'est l'Etat qui maintient les bas salaires alors qu'il ne cesse d'augmenter les prix.

Travailleurs algériens

Il s'agit pour nous d'en finir avec ce régime et sa politique de bas salaires, de pénuries permanentes et de hausse continue des prix.

— Que ceux qui souffrent des bas salaires refusent l'austérité.

La seule voie c'est la GREVE.

— Que ceux qui souffrent des pénuries et de la vie chère cessent de se lamenter, la seule voie c'est les MANIFESTATIONS.

— Que ceux qui souffrent de l'injustice et de l'arbitraire refusent de se soumettre. La seule voie c'est la LUTTE RESOLUE contre ce régime.

ALGER le 2 Octobre 1978

ter contre les prix imposés par le ministre du commerce, aussi bien à l'achat qu'à la vente, et les brimades des contrôleurs des prix (longues listes de contrevenants publiées dans El Moudjahid) les détaillants en fruits et légumes d'Alger et des environs ont entamé une grève des approvisionnements. Beaucoup de magasins sont restés fermés, d'autres ouverts n'offraient aux clients que les quelques denrées encore en stock.

Bien sûr la presse aux ordres s'est mise de la partie, recourant comme à son habitude à l'injure et à l'amalgame. Présentant les commerçants comme des "agents de la réaction" cherchant à nuire au pays. Peine perdue car le mécontentement est plus général touchant toutes les couches du peuple.

C'est ainsi que le 1er octobre, alors que des pluies diluviennes s'abattaient sur Alger, éclate la grève des conducteurs et des receveurs de la RSTA. Les employés présents aux terminus refusaient de partir, soutenus d'ailleurs par la population ; — "vous avez raison, on ne peut plus tenir, la vie est trop chère" — Les rares bus qui ont circulé étaient conduits par des agents de maîtrise ou des gendarmes.

Questionnés, les grévistes s'expliquent : " Nous ne sommes pas des saboteurs, déclare un vieux chauffeur, nous faisons la grève pour nos droits. L'an dernier nous avons fait une grève suivie par tout le monde. Boumedienne, venu nous voir à Fougereux, nous a promis de régler nos problèmes et nous a priés de reprendre le travail. Ce que nous avons fait. Mais jusqu'à aujourd'hui Boumedienne n'a pas répondu à notre attente. C'est pourquoi nous avons décidé de faire à nouveau la grève pour une augmentation de salaire. Certains d'entre nous, les plus anciens, perçoivent au plus 1400 DA pour les chauffeurs et 800 pour les receveurs. Les autres ont des salaires plus bas".

Un autre chauffeur exhibe une fiche de paie de 821,50 DA (avec 5 enfants à charge). Il dit qu'il n'est plus possible de tenir avec un tel salaire. Les grévistes demandent une augmentation de 70 pour cent pour les receveurs par exemple qui verraient ainsi leur salaire atteindre un minimum de 1300 DA. Ce qui resterait quand même insuffisant puisque les chauffeurs gagnant 1400 DA n'arrivent pas à joindre les deux bouts. (Rappelons que le PRS a proposé dans le PRS Info n° 9 du 15 mars 1978, de fixer le salaire minimum à 1500

DA ce qui correspond au niveau de ressources minimum pour l'entretien d'une famille).

Ce qui est frappant, c'est que dans l'ensemble les grévistes étaient détendus et

semblaient heureux de lutter. Après promesse faite d'un règlement du problème à la fin du mois (sous menace de reprise de la grève) le travail a repris le 2 octobre en fin de matinée.

DOCUMENT

Tract anonyme diffusé au sein de l'UGTA

Le SECRETARIAT NATIONAL de l'UGTA par son communiqué du 23 août 1978, par lequel il salue la promulgation du Statut Général du travailleur, vient de nous démontrer une fois de plus qu'il ne fait que s'enfoncer chaque jour dans un lent processus de reniement de tous les principes syndicaux.

Le Statut général du travailleur élaboré par une clique de BOURGEOIS BUREAUCRATES GANGSTERS ENNEMIS DE TOUTE FORME DE VIE DEMOCRATIQUE intervient dans une période critique pour les masses laborieuses (inflation spéculation, corruption, insécurité, abus de pouvoir, et répression etc...)

Dans ce contexte, ce statut apparaît comme des menaces dirigées contre les travailleurs et aussi contre toute forme de contestation des mesures anti-démocratiques.

Comment les membres du Secrétariat National peuvent-ils saluer en notre nom ce statut, bien qu'il soit imposé, étudié en séance marathon par l'A.P.N. ?

Comment ces membres du S.N. peuvent-ils saluer en notre nom ce statut, alors que ni nous travailleurs, ni nos représentants élus, ni même ce S.N. n'avons été conviés à participer à l'étude du projet de Statut ?

Nous disons bien IMPOSE à l'A.P.N. car des députés ont été soumis individuellement à des pressions pour retirer leurs amendements. Par ailleurs des articles (tels ceux relatifs aux allocations fam. et au droit de grève) ont été imposés à l'A.P.N. pour raison d'Etat. QUELLES SONT CES RAISONS D'ETAT ?

Nous rappelons à ces messieurs du S.N. que la résolution de la commis-

sion des affaires sociales du 5^o Congrès stipule que :

"Toute mesure coercitive dirigée contre les travailleurs ne sert en définitive que les ennemis du progrès social et de l'option socialiste".

Nous tenons à leur rappeler d'autre part que les pré-congrès et le 5^o congrès ont insisté pour la participation des travailleurs à l'élaboration et à l'étude de cette loi.

Nous travailleurs militants, nous nous indignons devant ces pratiques honteuses du Secrétariat National qui défiant toute morale révolutionnaire et tout principe apporte son salut à un document sur lequel il n'a eu aucun droit de regard.

Nous dénonçons ces pratiques paternalistes et méprisantes du S.N. qui écrit dans son communiqué : "Dans le souci d'approfondir la réflexion autour des principes énoncés par le statut général du travailleur, la centrale syndicale a décidé de programmer des journées d'études et de vulgarisation à travers l'ensemble du territoire national, en vue d'assurer et de permettre aux travailleurs une assimilation du contenu du Statut".

Cette façon de procéder démontre la nature réactionnaire du S.N. qui méprise la base syndicale et les travailleurs et les assimile à une masse inconsciente qui ne peut participer à la vie politique nationale. PAR CE FAIT ET PAR SON SILENCE CRIMINEL LE SECRETARIAT NATIONAL S'EST ALIGNE DU COTE DE LA BOURGEOISIE CONTRE LES MASSES LABORIEUSES HALTE AUX APPLAUDISSEMENTS VIVE LE SOCIALISME

LE 24 AOUT 1978

OCCUPATIONS DE LOGEMENTS

Occupations de logements aux cités "La Radieuse" et "Point du Jour" à Oran. Dans le premier cas la police a délogé les occupants. Ces occupations ont la sympathie de la population. Beaucoup disent qu'ils seront obligés d'en arriver là : "si on est assez nombreux, que pourront-ils nous faire ?" ■

LES LUTTES

INSCRIPTIONS MURALES

► Le 19 septembre, on pouvait lire sur un mur de l'avenue Sidi Chahmi à Oran, une inscription au pinceau, en jaune, sur 40 cm de hauteur : "A BAS LE P. H. BOUM."

► "Pas de Passat mais des patates".

A Oran plusieurs inscriptions murales sont signalées notamment dans les quartiers de Petit lac et Victor Hugo. A côté de l'une d'elle disant "Boum au poteau" était dessiné un portrait avec une corde autour du cou. ■

UN CLIMAT SOCIAL TENDU

La promulgation du statut du travailleur (voir les extraits du projet initial publiés dans PRS info numéro 10), l'inquiétude quant au maintien des allocations familiales, les bruits

courant sur l'augmentation de la journée de travail (le jeudi deviendrait une journée complète de travail, le vendredi restant la seule journée chômée) sont à la base de ten-

sions très vives dans les entreprises. Par ailleurs le mécontentement des travailleurs à l'égard des dérisoires "augmentations de salaires" s'exprime par cette boutade : "le gouvernement fait semblant de nous augmenter, nous on fait semblant de travailler". ■

GREVES... GREVES... GREVES...

► Grève à la SONIC de Guelma. 600 travailleurs ont arrêté le travail.

► Le 10 septembre les ouvriers de l'ENIP (D.N.C.) à Sidi Moussa ont déclenché une seconde grève de 2 jours, pour exiger le paiement du rappel qui leur est dû à la suite de l'application de la grille des salaires, que la direction avait révisé en hausse à la suite de la première grève.

Il est à noter que depuis la promulgation du "statut du travailleur" tout le personnel de la DNC est obligé de pointer à l'entrée et à la sortie, y com-

pris pour les cadres. La direction menace de bloquer le salaire à ceux qui ne le feraient pas.

► A la suite de la grève (début juillet) à l'unité de tracteurs de la SONACOME de Constantine, 17 ouvriers, dont la section syndicale, ont été arrêtés et 80 autres licenciés. La direction a reçu le soutien de l'Union de Wilaya UGTA, du commissariat du FLN et du wali. Après 2 mois (7 juillet au 5 septembre) les emprisonnés ont été libérés et des négociations sont en cours pour réintégrer les licenciés. ■

PETITIONS

Le recours au laisser-aller, à l'absentéisme, au sabotage comme formes de résistance tend de plus en plus à céder le pas à des formes de luttes plus collectives. C'est ainsi que plusieurs pétitions ont été adressées aux instances dirigeantes de l'UGTA et du FLN à Skikda pour exiger le renouvellement des conseils syndicaux. C'est le cas pour les 200 travailleurs du gazoduc, pour ceux de l'hôpital et de l'usine de GNL. Le recours à la grève est de plus en plus envisagé. ■

OCCUPATION D'USINE

Occupation pendant plus de 25 jours au mois d'août de l'usine SONIC de Saïda par 900 ouvriers protestant contre le licenciement de l'un d'entre eux. Les entrées ont été bloquées

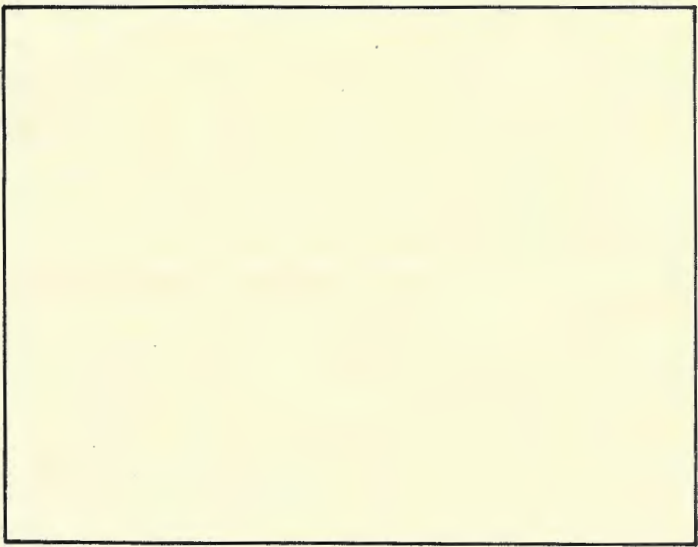
avec des camions et même les représentants du ministère, n'ont pu accéder à l'usine. En attendant la direction de la SONIC a relevé le directeur de l'unité de ses fonctions. ■

DOLEANCES

Lundi 9 octobre le secrétaire général de l'UGTA a présidé un meeting à la salle "Le Régent" à Oran. Très vite les interventions ont débordé le cadre fixé par les organisateurs. Des syndicalistes et des travailleurs ont pris la parole pour dénoncer les conditions de vie et de travail et la répression contre certaines sections syndicales. Ainsi, 4 membres de la section des communaux ont été suspendus depuis plusieurs mois et remplacés par une section bidon. Vives critiques également à l'égard des directeurs de sociétés nationales et des hauts fonctionnaires. Un orateur a réclamé des sanctions contre son directeur qui a dépensé en quelques mois 500 litres d'essence alors qu'il prend l'avion pour se rendre à Alger. Un autre a révélé que pour les élections syndicales dans son unité les listes ont été modifiées par le directeur avec l'accord du ministère (de l'habitat). Il a conclu en disant : "notre directeur est un dictateur". Les cadres de l'appareil syndical semblaient très inquiets. ■

PLAN EN CINQ POINTS

EN VUE D'IMPOSER UNE SOLUTION DEMOCRATIQUE DE GAUCHE A LA CRISE EN ALGERIE



L'Algérie vit à nouveau dans une atmosphère de crise. Une campagne de rumeurs, sans précédent, a été déclenchée à travers le pays. Fait nouveau, ces rumeurs persistantes ne concernent plus seulement les développements de la crise au sommet (n^o 1^{er} attentat raté contre Boumédiène, tentative de coup d'Etat de Benchérif, fuite de ministres ou de députés : Guennaz, Boutéflika, M'Saadia...), elles portent aussi sur des inscriptions murales (à bas le pouvoir, pas de pain pas de cigares) qui seraient signalées à ORAN, ALGER, CONSTANTINE, sur des distributions de tracts et sur des manifestations populaires. Ainsi à SKIKDA des ménagères brandissant au dessus de leurs têtes des couffins vides auraient été violemment réprimées. A ORAN, les manifestants auraient incendié le marché vide, tandis qu'à BAB EL OUED, c'est le drapeau algérien qui aurait été brûlé.

Les nouvelles les plus invraisemblables se diffusent comme une traînée de poudre. Elles sont au centre de tous les commentaires, de toutes les discussions. Cela contribue à alourdir un climat social déjà largement détérioré par la montée en flèche des prix depuis le début du ramadhan, par les pénuries durables qui touchent pain, lait et légumes.

PLAN EN CINQ POINTS

Tout cela n'est pas sans inquiéter le pouvoir qui organise des meetings de soutien (à EL HARRACH, le meeting organisé par le FLN a été débordé par des manifestants qui criaient des slogans hostiles au régime), mobilise l'UGTA pour encadrer les travailleurs, réprime les commerçants, fait valser les walis et donner l'assaut par la presse aux ordres. Cette dernière, contrairement à son habitude, ne se contente plus d'allusions voilées, elle attaque violemment ceux qui profitent des «difficultés du pays», «les opportunistes avides d'argent», «les spéculateurs» qu'elle assimile aux commerçants détaillants, rendus responsables de la hausse des prix et désignés comme boucs émissaires (longues listes de commerçants sanctionnés publiées dans El Moudjahid).

Toutefois, les commerçants ne se laissent pas faire, ils refusent de «porter le chapeau». Pour eux, les responsables des pénuries et de la flambée des prix, ce sont les offices étatiques qui détiennent le monopole de la commercialisation des produits alimentaires (ONACO, SOGEDIA, SN SEMPAC, COFEL, ONAB) et qui ont désorganisé les circuits de distribution, obligeant les petits commerçants à s'approvisionner à Alger ou dans d'autres willaya en payant de lourds coûts de transport et en risquant saisies et amendes. Quant aux «spéculateurs» ce sont ces «intouchables» bénéficiant de hautes complicités et devenus les intermédiaires indispensables entre les offices et les détaillants. Les commissions, les dessous de table qu'ils prélèvent sont évidemment répercutés dans les prix de détail. Les boulangers, les marchands de légumes ont réagi à la campagne qui les vise par des grèves, accueillies d'ailleurs favorablement par les consommateurs.

Cette situation catastrophique amène chacun à se poser des questions : QUI EST RESPONSABLE DES PENURIES ? QUI EST RESPONSABLE DE LA HAUSSE DES PRIX ?

Pour tout le monde la réponse est claire : le responsable, c'est le régime de Boumédiène qui a conduit l'économie du pays à la faillite, endetté lourdement le pays, détruit l'agriculture et qui impose aux masses une AUSTERITE intolérable au moment même où les dirigeants étalent insolemment leurs richesses mal acquises. Le mécontentement populaire s'est approfondi. Il crée un terrain favorable à la propagation des rumeurs. Cela d'autant plus que le pouvoir, malgré les nombreux replâtrages qu'il a subis, apparaît de plus en plus divisé et paralysé dans ses initiatives par les luttes de clans : IL NE SEMBLE PLUS EN MESURE D'ASSUMER LA DIRECTION DES AFFAIRES DU PAYS. A la différence des époques antérieures, la crise politique ne se passe plus au-dessus de la tête des masses. Ces dernières semblent plus concernées, plus attentives, plus désireuses de changement. C'est ce contexte de désagrégation du régime (contexte propice à toutes les formes de manipulation par les puissances étrangères) qui sert de terrain aux tentatives de récupération du mécontentement par certains courants politiques. S'il est vrai que la situation actuelle ne peut plus durer, que les masses appellent de leurs vœux le changement, encore faut-il se demander QUEL CHANGEMENT ?

● S'agit-il d'un changement qui viendrait des membres du pouvoir actuel, qui, pour la circonstance, se présenteraient comme redresseurs de torts ? Il faut se garder d'entretenir cette illusion. Le sommet actuel est totalement corrompu. Il est notoire et mille fois prouvé, pour reprendre la formule d'El Moudjahid, que tous les dirigeants actuels ont profité de leur position pour se remplir les poches et se constituer des clientèles - y compris Boumédiène que la propagande essaie de placer au-dessus de ces basses contingences et qui est mêlé à de nombreuses affaires, comme l'a révélé le scandale Zeggar, son fondé de pouvoir. Présenter les Benchérif, Boutéflika, Chedly et autre Bitat comme des solutions de rechange ainsi que le font certaines rumeurs, c'est faire preuve du plus profond mépris pour les masses et croire que les peuples n'ont pas de mémoire ! Les algériens se dresseront unanimement contre tout changement qui s'inscrirait dans la continuité du régime actuel.

Beaucoup plus dangereux sont les courants politiques qui se manifestent à l'occasion de la crise actuelle et dont le discours peut donner à penser qu'ils se différencient fondamentalement du régime. Leurs critiques justifiées de certains aspects de la politique de Boumédiène peuvent leur ouvrir une certaine audience auprès des masses et en faire des candidats à la succession du pouvoir. Aussi est-il urgent d'examiner d'un peu plus près les projets de ces groupes.

● Ainsi, ceux, qui se réclament d'une «solution islamique», «Frères musulmans» ou autres purificateurs, cherchent à exploiter la sensibilité religieuse des masses en proposant un retour aux sources islamiques. Cette référence à la religion ne saurait constituer une réponse aux problèmes économiques, sociaux et institutionnels de notre époque.

En outre, en refusant de prendre en considération l'existence de classes et de luttes de classes dans notre société, en perpétuant les mythes d'une prétendue communauté d'intérêts entre nantis et démunis, ils montrent leur volonté de ne pas remettre en cause le système d'exploitation capitaliste qui sévit dans notre pays. De plus, leurs liens avec certains dirigeants (ministres, responsables du FLN) sont trop connus pour qu'on puisse interpréter leurs initiatives autrement que comme une manipulation des masses au profit d'une fraction de la classe dirigeante d'aujourd'hui. Enfin leurs méthodes fascistes, leur totalitarisme de pensée, leurs propos réactionnaires sur certains problèmes contemporains, en particulier celui de la femme, leur refus de la démocratie les font apparaître comme les PARTISANS D'UNE SOLUTION DE DROITE ; Sous prétexte de critiquer le désordre et la corruption, ils ont le tort de promouvoir un régime fort et musclé qui, au nom de l'ordre et de la morale, fera marcher le peuple à la baguette !

● De même, il faut se garder de se laisser prendre aux promesses de certains milieux d'affaires qui, après avoir prospéré à l'ombre du pouvoir, viennent la bouche en cœur nous parler de liberté et de démocratie. Pour beaucoup d'entre eux, il s'agit avant tout de préserver leurs privilèges et de perpétuer l'exploitation sous de nouvelles formes. Ils enfourchent les chevaux de la démocratie par opportunisme dans l'espoir d'attirer dans leur camp, tous ceux, et ils sont nombreux, qui, bien que n'étant ni parmi les plus opprimés ni parmi les plus exploités, sont sincèrement attachés aux libertés démocratiques. La question est précisément de montrer que l'issue démocratique, que certains courants de la bourgeoisie dite libérale défendent, n'est pas une issue démocratique de masses et en ce sens c'est une SOLUTION DE DROITE.

Le PRS, en ce qui le concerne, s'est prononcé depuis longtemps pour une SOLUTION DEMOCRATIQUE DE GAUCHE, c'est-à-dire une solution qui sauvegarde les intérêts profonds des couches déshéritées et exploitées et qui va dans le sens des aspirations des larges masses à gérer elles-mêmes leurs affaires, et ce, dans tous les domaines.

Le PRS, mouvement de gauche, s'est prononcé dès sa naissance (et il fut le premier à le faire dans l'Algérie indépendante) pour une société socialiste. Il ne faisait, d'ailleurs, que refléter une aspiration profonde de millions d'Algériens désireux d'en finir définitivement avec la répression, la misère et l'injustice du système colonial.

Mais le PRS a souligné, à plusieurs reprises, la liaison nécessaire entre la lutte pour la démocratie et le respect des libertés et la lutte pour le socialisme. Le PRS s'est prononcé sans équivoque contre le parti unique, pour le multipartisme, pour la liberté d'expression, pour un cadre démocratique, seul susceptible de permettre l'émergence sur la scène politique des couches aujourd'hui réduites au silence : les travailleurs et les exploités. C'est parce qu'il écarte les masses de la gestion de leurs propres affaires que le capitalisme d'Etat est rejeté fermement par le PRS. Pour le

▶ PLAN EN CINQ POINTS

PRS, les nationalisations, l'étatisation de l'économie ne peuvent en aucun cas être considérées comme une voie vers le socialisme. Il s'agit tout au plus de nouvelles formes d'exploitation encore plus féroces, engendrant des bourgeoisies parasitaires qui concentrent entre leurs mains les pouvoirs économiques et les pouvoirs répressifs.

Ces points de vue ont amené le PRS à reconsidérer aussi la question du parti révolutionnaire, conçu non comme un guide suprême unique dépositaire de la vérité, mais comme le résultat de multiples efforts, de nombreuses luttes, de riches débats. Ce qui implique une vision pluraliste, une pratique démocratique et la création de nouveaux rapports entre les militants et les masses. Ces dernières étant considérées comme le véritable moteur du processus et non comme un champ de manipulation.

C'est pour toutes ces raisons fondamentales que le PRS appuie toute tentative qui irait dans le sens d'une SOLUTION DEMOCRATIQUE DE GAUCHE.

Pour nourrir la réflexion et relancer le débat, le PRS propose un PLAN EN CINQ POINTS susceptible de débloquent la situation actuelle et d'ouvrir une issue à la triple crise économique, sociale et politique que vit notre pays.

Ces points sont les suivants :

1. CREATION D'UN COURANT D'OPINION

Le PRS appelle tous les Algériens épris de libertés, sans distinction, les membres de l'armée ou de l'administration patriotes, les intellectuels honnêtes, les travailleurs (ouvriers et paysans) conscients de l'avenir du pays, les femmes qui désirent lutter pour changer leur condition, ainsi que les groupes culturels, sportifs ou politiques, les militants syndicalistes, les militants révolutionnaires,

▶ à mener une CAMPAGNE ENERGIQUE EN VUE DE CREER UN COURANT D'OPINION FAVORABLE A UNE SOLUTION DEMOCRATIQUE DE MASSES QUI GARANTISSE :

- Le respect des libertés individuelles et des droits fondamentaux des citoyens ;
- La liberté d'expression et de publication, la liberté de conscience et d'opinion dans tous les domaines (politique, artistique, culturel, religieux) ;
- La reconnaissance sans limites de la liberté syndicale et du droit de grève ;
- La liberté de réunion, d'association (de jeunes, d'étudiants, de femmes...), de constitution de partis politiques ;

▶ à s'engager personnellement ou en groupe à tout mettre en oeuvre pour obtenir l'application d'un PACTE NATIONAL qui permette :

- De mettre fin à la dégradation de l'économie algérienne en la libérant des carcans bureaucratiques et de l'emprise impérialiste et en faisant appel aux énergies créatrices de tous les citoyens ;
- De s'attaquer aux inégalités et aux injustices en assurant une élévation immédiate du niveau de vie ;
- D'apporter des solutions aux problèmes lancinants du chômage, des pénuries alimentaires, de la santé, du logement et de l'enseignement ;
- De revaloriser l'esprit patriotique, le militantisme qui responsabilise le citoyen en développant la conscience politique ;

2. DISSOLUTION DU FLN et de ses organisations de masses. Dissolution des diverses assemblées (APN, APW, APC) ainsi que des polices politiques. Destruction

des archives et fichiers de ces polices. Libération de tous les prisonniers politiques. Amnistie générale et cessation de toutes les poursuites policières pour raisons politiques.

3. LIBERTE IMMEDIATE DE CONSTITUTION DE PARTIS POLITIQUES pour permettre aux masses d'accéder pour la première fois à la scène politique.

4. ELECTION DANS LES 6 MOIS D'UNE ASSEMBLEE NATIONALE CONSTITUANTE avec liberté de candidature et de campagne électorale. Elle sera chargée d'élaborer démocratiquement une nouvelle constitution et de désigner un gouvernement de transition.

5. Constitution dans le cadre du large mouvement d'opinion d'un COMITE DE DEFENSE DES LIBERTES DEMOCRATIQUES ET DU PACTE NATIONAL, largement représentatif des différentes tendances, chargé de veiller à l'application des propositions ci dessus.

MOBILISER LES MASSES POUR IMPOSER LE PLAN EN CINQ POINTS .

Le PRS s'engage dès à présent à mobiliser toutes ses forces pour lancer une large campagne d'explication de son plan en 5 points au sein des couches populaires. Car pour qu'un tel PROCESSUS DE LIBERALISATION puisse aboutir sans être détourné au profit de fractions de l'armée ou de la droite, il faut que les masses en soient PARTIE PRENANTE et imposent une pression politique PAR LA LUTTE A TOUS LES NIVEAUX.

- Au NIVEAU DES REVENDICATIONS IMMEDIATES en engageant des actions concrètes en tant que travailleurs pour la revalorisation du pouvoir d'achat, en tant que consommateurs pour que cessent les pénuries et la flambée des prix ;
- Au NIVEAU POLITIQUE : en imposant de fait le droit de parole, le droit de grève, le droit de manifester ;
- Au NIVEAU ORGANISATIONNEL : en rejoignant massivement les rangs du PRS qui est pour l'instant la seule organisation qui milite effectivement pour une ISSUE DEMOCRATIQUE DE GAUCHE, la seule qui va dans le sens des intérêts du peuple et du pays.


ALGERIENNES, ALGERIENS,
L'HEURE N'EST PLUS AUX LAMENTATIONS, A LA
RESIGNATION, AU DEFAITISME, ELLE EST A
L'ACTION.

EN AVANT POUR UNE ISSUE DEMOCRATIQUE
DE GAUCHE !

Le Secrétariat du Collectif National du PRS

POUR UNE ISSUE DEMOCRATIQUE DE GAUCHE EN ALGERIE


*Pour en finir avec la DICTATURE, les méthodes autoritaires et répressives,
les injustices, la corruption et le piston,
Pour arrêter la dégradation des conditions de vie de la grande masse des algériens et résoudre les vrais problèmes du pays : PENURIES, HAUSSE DES PRIX, CHOMAGE, CRISE DU LOGEMENT, SANTE, ENSEIGNEMENT, ...
Pour éviter que la grave crise du sommet ne soit utilisée par certaines forces qui cherchent à imposer un REGIME DE DROITE,*



Le PRS appelle les algériens à se mobiliser pour imposer une **SOLUTION DEMOCRATIQUE DE GAUCHE** sur la base des propositions du **PACTE NATIONAL POUR LES DROITS CIVIQUES, POLITIQUES ET ECONOMIQUES** .

Pour empêcher que le pays ne sombre dans une ère de règlements de comptes et de troubles sanglants,

SOUTENONS LE PLAN EN CINQ POINTS du PRS qui préconise :

- ☐ 1. Création d'un **COURANT D'OPINION** favorable au **PACTE NATIONAL** ,
 - ☐ 2. **DISSOLUTION IMMEDIATE** du **FLN** et de ses organisations : **UGTA, UNJA, UNFA, UNPA**,
 - ☐ 3. **Liberté immédiate de constitution DE PARTIS POLITIQUES** et de **SYNDICATS**,
 - ☐ 4. Election dans les 6 mois d'une **ASSEMBLEE NATIONALE CONSTITUANTE**,
 - ☐ 5. Formation d'un **COMITE DE DEFENSE DES LIBERTES DEMOCRATIQUES ET DU PACTE NATIONAL** représentatif du courant d'opinion.
- 

OUI

**AU PLAN EN
CINQ POINTS**

APPEL DE MOHAMED BOUDIAF A L'OCCASION DU 1^{ER} NOVEMBRE

“Algériens, Algériennes,

“Il y a vingt-quatre ans, à l'appel du premier Comité des Six, le peuple algérien longtemps opprimé par une colonisation séculaire, prenait les armes pour en finir avec la domination étrangère, la misère, l'oppression et l'absence de libertés. Ce fut une guerre cruelle qui dura plus de sept ans et qui lui coûta plus d'un million de chahid parmi ses meilleurs fils. Au peuple algérien en général et en particulier aux jeunes générations tenues dans l'ignorance de cet épisode héroïque de leur histoire, je voudrais brièvement relater ce que fut ce premier novembre 1954, qui étaient ses principaux responsables et quels étaient les principes qui ont guidé leur action.

Ces Six étaient : Mustapha Benboulaïd, Larbi-Ben-Mehidi, Mourad Didouche, Belkacem Krim, Rabah Bitat et moi-même. Les trois premiers tombèrent en héros au champ d'honneur, le quatrième fut assassiné dans un hôtel de Francfort par les hommes de main de Boumedienne dirigés par Aït Mesbah, le cinquième s'est renié et le sixième, qui vit en exil depuis plus de 14 ans, s'adresse à vous aujourd'hui.

“Algériens, Algériennes,

“Si les hommes du 1er novembre dont le nombre n'excédait pas trois cent cinquante avaient pu faire jaillir la première étincelle qui embrasa rapidement tout le territoire national, c'est par ce qu'ils avaient une confiance inébranlable dans les capacités révolutionnaires du peuple, dans son esprit de résistance et de sacrifice. Sans grands moyens, anonymes pour la plupart ces militants sortaient tous du principal parti nationaliste algérien, le PPA-MTLD (Parti du Peuple Algérien, et sa couverture légale le Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques) au moment où ce dernier entrait dans une crise aigue du som-

met qui menaçait de détruire plusieurs années de lutte et d'emporter dans son tourbillon ce que des générations de militants avaient réalisé au prix d'un travail acharné d'organisation, de formation, de propagande et même de prison et de tortures.

“Refusant d'épouser les querelles d'une direction divisée et minée par les luttes intestines, ces hommes lancèrent dans un premier temps le CRUA (Comité Révolutionnaire pour l'Unité et l'Action) en mars 1954 pour empêcher la dislocation des rangs de la base militante. Dans un deuxième temps, après la réunion des vingt deux en juin 1954, ils prirent la décision de tourner définitivement le dos aux disputes internes, et de s'organiser pour lancer l'action armée. C'est ainsi que, malgré le découragement quasi-général, le défaitisme ambiant, le trouble de la majorité des militants rendus sceptiques par les surenchères partisans, l'opposition du personnel politique de l'époque, l'insurrection du premier novembre eut lieu.

“Si ce rappel a été fait c'est pour montrer comment les principes et l'esprit du 1er novembre ont été trahis par ceux-là mêmes qui, au pouvoir, continuent effrontément de s'en réclamer aujourd'hui. En effet la crise de 1962, amena au pouvoir la coalition de Ben Bella et de Boumedienne ainsi que tous ceux qui n'attendaient que le moment pour se ruer dans une course frénétique aux postes rendus vacants par le départ précipité de l'occupant français. Au lieu de la participation légitime du peuple à tous les niveaux de responsabilité on a assisté à une politique de clans, de féodalités et de groupes d'intérêts. Le F.L.N. de guerre, véritable rassembleur du peuple algérien, se transforma progressivement en une organisation fantôme, refuge des opportunistes, des affairistes et des mouchards. L'U.G.T.A. (Union Générale des Travail-

leurs Algériens) fut domestiquée et sa direction expurgée de tous ses éléments combattifs. L'UGEMA (Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens) subissait le même sort. Quant à l'armée, elle s'épure des véritables résistants de l'ALN (Armée de Libération Nationale) pour se transformer en une caste privilégiée corrompue dans son encadrement supérieur et sans attaches avec les masses populaires.

“Algériens, Algériennes,

“Vingt quatre ans ont passé et nous sommes contraints de constater que les objectifs pour lesquels tant de nos frères se sont sacrifiés n'ont pas été atteints :

— Les libertés et les droits élémentaires sont foulés aux pieds par un régime qui pratique l'intimidation et les mascarades électorales comme au meilleur temps de la colonisation. L'opinion publique méprisée, abreuvée de mensonges, privée d'informations en est réduite à faire l'exégèse des rumeurs les plus extravagantes, la vie politique stérilisée par le système du parti unique se réduit aux intrigues de clans et aux luttes d'appareils. L'esprit militant lui-même fait place au sens des affaires.

— Sur le plan économique, la vie quotidienne est devenue un calvaire pour l'immense majorité de notre peuple : chômage, faible salaire, vie chère et pénuries de produits de première nécessité frappent chacun dans son niveau de vie et dans sa dignité. Mais pendant qu'on impose l'austérité aux plus pauvres, les dirigeants étalent leur luxe et leurs richesses, usant du bien public comme de leur bien propre.

— L'indépendance nationale si chèrement acquise est victime d'une politique qui vend le pays et ses richesses au plus offrant : des accords d'exploitation de gaz lient le pays pour vingt-cinq ans à l'impe-

rialisme américain, tandis que le social-impérialisme russe contrôle l'armée et pénètre dans le secteur de la construction. Alors que la dette extérieure qui atteint 50 milliards de dinars hypothèque gravement notre avenir, le régime pratique la fuite en avant et peut d'un moment à l'autre précipiter le pays dans des aventures militaires.

— Les institutions sont réduites au pouvoir d'un seul homme sans contrôle d'aucune instance représentative, entouré de coteries qui se déchirent et se neutralisent. Acculé par une situation économique déplorable et une pression populaire de plus en plus décidée, par affolement et dans un esprit évident de diversion, il a engagé notre peuple, sans son consentement, dans une tension qui dure depuis trois ans et dont font quotidiennement les frais les peuples de la région.

Au seul bénéfice des superpuissances et autres marchands de canons et d'engins de mort et de destruction. A ce sujet, j'ai fait une déclaration le 31 décembre 1975 pour épargner à nos pays une guerre ouverte aux conséquences incalculables pour nos peuples et nos économies. Après quelques moments de trouble et d'hésitation, bravant l'insulte et le terrorisme politique, des voix se sont élevées à l'intérieur : celles de Ferhat Abbès, Benyoussef Benkhedda, Houcine Lahouel et Cheikh Kheirddine pour crier à la catastrophe. Aujourd'hui notre peuple dans son écrasante majorité réprouve cette entreprise irresponsable.

"Depuis trois ans d'une guerre absurde et meurtrière, beaucoup d'aspects se sont éclaircis. Il est aujourd'hui reconnu que le Polisario n'est qu'un simple alibi, une ouverture qui permet à Boumedienne et consorts de mentir à notre peuple, d'abuser de l'armée, de tuer nos jeunes soldats dont les cercueils plombés sont remis clandestinement à leurs familles éplorées avec l'interdiction de les ouvrir avant de les mettre en terre. Il est bon de rappeler que les véritables résistants sont ceux qui s'accrochent à leur terre pour y mener, en étroite communion avec leur peuple, la lutte. Dans un tel cas, s'ils cherchaient des moyens ailleurs, ce ne serait que légitime, à condition toutefois que ces aides ne comportent aucune condition militaire ou politique. Du temps de notre guerre de libération nationale, Nous, Algériens, avons connu pareilles difficultés. C'est ce qui nous permet de nous interroger. Après le 1^{er} novembre 1954, il nous a fallu plus de huit mois d'un travail inlassable pour faire parvenir aux maquis de l'Oranie quelques dizaines d'armes légères. Si le Polisario dispose de moyens militaires, financiers et diplomatiques, c'est grâce au

pouvoir algérien qui ne lui ménage aucune aide dans le seul but d'entretenir la tension dans la région.

"En effet, comment ce pouvoir peut-il prétendre oeuvrer pour l'autodétermination des Sahraouis alors qu'il la refuse à son propre peuple ? Comment peut-il faire croire qu'il se soucie du sort de ces populations quand on connaît la situation catastrophique des habitants des quartiers populaires et des bidonvilles, pour ne citer que le cas d'Alger, qui, en 1960 lors des manifestations, ont donné au monde entier un exemple de courage et de détermination. Enfin quelle confiance peut-on accorder à ce régime qui pratique l'assassinat politique dont ont été victime Mohamed Khidder, Saïd Abid, Medeghri et plus récemment son allié Cubillo.

"C'en est assez ! Il faut en finir avec ce pouvoir qui a trahi notre histoire, souillé la mémoire de nos martyrs et terni l'image de notre pays.

"Algériens, Algériennes,

"Depuis l'indépendance, à l'ombre des régimes de Ben Bella et de Boumedienne (et avec leur bénédiction) une nouvelle couche d'exploiteurs est née et tient le haut du pavé : bourgeois d'Etat, capitalistes privés, affairistes multi-milliardaires (Zeghar etc). En même temps, la situation des masses n'a cessé de se dégrader ce qui témoigne de la nature réelle du régime : bourgeois et anti-populaire.

"On nous explique que cette situation est transitoire, qu'il faut consentir encore d'autres sacrifices, que le peuple n'est pas mûr pour un autre type de régime. Tous ces arguments sont faux. Ils ne peuvent nier cette évidence. Notre pays en est arrivé là parce que les masses populaires ont été chassées de la scène politique, privées de toute expression, dépolitisées, écartées de la gestion de leurs propres affaires. Il faut leur redonner la parole. C'est pourquoi la seule issue valable à la situation actuelle doit être une issue démocratique et de gauche.

Une issue démocratique pour garantir au moins :

— La liberté de pensée, d'opinion, d'expression et de presse, contre le monopole étatique de l'information, la démagogie, les manipulations et le mensonge.

— La liberté de réunion, d'organisation, de constitution de partis politiques, de manifestations, contre le monopole politique d'une minorité et la dépolitisation de la grande masse.

— La liberté syndicale et le droit de grève contre la caporalisation et l'étouffe-

ment des luttes.

— Le respect des libertés individuelles contre l'arbitraire et la répression. Une issue de gauche pour s'attaquer immédiatement et prioritairement aux problèmes des travailleurs, des exploités et des masses déshéritées. Ces problèmes sont :

— La résorption du chômage,

— La réinsertion des émigrés,

— La satisfaction des droits au logement, à la santé, à l'enseignement, le relèvement du niveau de vie.

Une issue de gauche pour sortir le pays du carcan impérialiste et garantir l'indépendance nationale.

"Algériens, Algériennes

"Pour imposer une issue démocratique et de gauche à la crise en Algérie, il faut :

1) - Créer un large courant d'opinion favorable à une solution démocratique, au sein duquel doivent se regrouper tous les Algériens épris de liberté, les membres de l'armée ou de l'administration patriotes, les intellectuels honnêtes, les travailleurs (ouvriers, paysans et chômeurs), les jeunes, les étudiants conscients de l'avenir du pays, les femmes désirant changer leur situation, les groupes culturels, sportifs, politiques, les militants syndicalistes, les militants révolutionnaires.

2) - Exiger la dissolution du FLN et de toutes ses organisations satellites, des assemblées fantoches et de toutes les polices politiques.

3) - Imposer la liberté immédiate de constitutions des partis politiques qui permettent aux masses d'accéder à la scène politique.

4) - Préparer l'élection d'une Assemblée constituante avec liberté de candidature et de campagne électorale.

5) - Constituer un comité de défense des libertés démocratiques chargés de veiller à l'application de ces propositions.

"Algériens, Algériennes,

Le pouvoir qui vous écrase touche à sa fin.

L'heure n'est plus aux lamentations, à la résignation, au défaitisme, elle est à l'action.

Il faut que les masses soient partie prenante pour que le changement ne puisse pas être détourné au profit d'une combinaison de sommet. Il faut lutter, la victoire est à ce prix.

Que ce 1^{er} novembre 1978, soit le départ de la véritable libération".

Signé : Mohamed BOUDIAF

APPEL DU P.R.S.

ALGERIENNE, ALGERIEN,

L'heure est grave. Les dirigeants vous mentent. Quand Boutéflika affirme que «Boumédienne est en train de se reposer», il cherche à nous tromper pour gagner du temps et une fois encore nous mettre devant le fait accompli.

Depuis 6 semaines, Boumédienne a disparu de la scène politique pour des raisons maintenues secrètes. Aujourd'hui le pays n'est plus gouverné et les structures du pouvoir se décomposent rapidement. Le conseil des ministres ne se réunit plus et chaque dirigeant n'en fait plus qu'à sa tête. Le sommet déjà divisé est devenu le terrain de sourdes luttes de succession. La situation risque de prendre un tour sanglant et le pays entraîné dans une ère de réglements de comptes, de coups de force et de troubles.

ALGERIENNE, ALGERIEN,

C'est notre destin qui est, peut être, en train de se jouer en ce moment. Il faut manifester clairement notre volonté sans plus attendre. Il faut que tout le monde sache que nous ne voulons pas accepter n'importe quelle solution de rechange, que nous voulons en finir avec la dictature, que nous voulons décider nous mêmes, en toute souveraineté, de nos affaires et de celles du pays.

Le PRS a publié un plan en 5 points qui, précisément, a pour objectif de rendre possible l'intervention des masses algériennes sur la scène politique afin de trouver une solution démocratique de gauche à la crise politique qui secoue la classe dirigeante et dont nous vivons aujourd'hui un nouvel épisode. Pour cela, il faut exiger l'application du «Pacte National pour les droits civiques, politiques et économiques» proposé par notre parti et qui rassemble les revendications immédiates de la quasi-totalité des Algériens : droit à la parole et à l'organisation pour tous, dissolution du parti du FLN et pluripartisme immédiat, institutions démocratiques à tous les niveaux et élection libre d'une assemblée nationale constituante, respect de l'indépendance nationale, l'économie au service du peuple, lutte contre les pénuries, la hausse des prix, les bas salaires, les mauvaises conditions d'existence, etc...

ALGERIENNE, ALGERIEN,

Pour le PRS, le pouvoir doit tirer sa légitimité du peuple et non des baïonnettes, c'est pourquoi il lance un appel solennel aux anciens moudjahidine qui se tiennent à l'écart, aux anciens militants dégoûtés par les pratiques du pouvoir actuel, aux militants syndicalistes défenseurs de la classe ouvrière dont la voix est étouffée par les bureaucrates de la direction, aux étudiants victimes de la sélection et de l'arbitraire, aux lycéens, aux jeunes dont l'avenir est lourdement hypothéqué, aux cadres et aux militaires nombreux qui sont soucieux du sort du pays, à tous les démocrates défenseurs des droits et des libertés, aux militants révolutionnaires qui veulent changer de société, à l'immense majorité des Algériens pour qu'ils fassent entendre leur voix et mettent le hola aux combines qui se trament dans l'ombre.

Pour sauver le pays, il faut se manifester concrètement en popularisant nos mots d'ordre, en expliquant la situation, en s'organisant, en inscrivant sur les murs «OUI AU PACTE NATIONAL», en lançant des grèves, etc...

ALGERIENNE, ALGERIEN,

Pour laver l'affront fait à nos chouchada par le pouvoir vacillant d'Alger qui a omis de commémorer le 1^{er} novembre au cimetière d'El Alia, nous vous appelons à l'occasion de l'Aïd El Adha à rendre hommage à nos chouchada en allant vous recueillir sur leurs tombes dans tous les cimetières et particulièrement à El Alia.

Que la journée de l'Aïd soit une journée de recueillement et de démonstration à travers tout le pays.

Le 6 novembre 1978.

Pour lancer le débat :

QUELQUES REFLEXIONS A PROPOS DE LA DEMOCRATIE



inscription murale en Algérie

La démocratie est une aspiration profondément populaire. C'est une exigence qui s'exprime de plus en plus au sein des masses. Ainsi, récemment, au cours du lancement de l'opération "Charte Nationale", des formes d'expression spontanées sont apparues ; ceci malgré les manœuvres diverses pour encadrer "les débats" et canaliser les interventions. Dans de nombreux cas, des gens du peuple, en dépit du climat répressif qui règne en Algérie, n'ont pas hésité à engager les discussions sur des problèmes concrets touchant leurs conditions de vie, et à dénoncer l'arbitraire et l'exploitation.

Les nombreux exemples d'interventions spontanées critiquant le régime sont significatives non seulement de la volonté de changement des masses populaires mais aussi de leur soif d'expression.

Plus largement, la démocratie est une aspiration qui existe chez tous les peuples en particulier les peuples du "Tiers-Monde" qui subissent des régimes de dictature. C'est en ce sens qu'il faut dénoncer tous ceux qui propagent des idées telles que :

- "La démocratie est un luxe que ne peuvent se permettre des pays pauvres et sous-développés".

- "Les gens du Tiers-Monde sont analphabètes, ignorants et mineurs. S'ils n'étaient pas gouvernés par voie d'autorité, ce serait l'anarchie et le désordre."

- "Les masses populaires dans les pays sous-développés n'ont que des besoins strictement matériels (ceux de la faim, de la maladie etc...). Leur aspiration à la liberté et à la dignité sont accessoires".

Car toutes ces idées sont d'inspiration coloniale. Elles sont racistes. Elles véhiculent un profond mépris pour les masses populaires. Elles sont destinées à justifier la dictature et partant, à perpétuer la domination impérialiste sur les peuples du Tiers-Monde. Elles ne résistent pas à l'analyse et la réalité s'est chargée de les battre en brèche. Il ne peut y avoir de changement réel dans les pays sous-développés sans la démocratie ; autrement dit, sans la plus grande liberté laissée aux masses populaires pour qu'elles puissent prendre leur sort en mains en comptant sur leurs propres forces et s'organiser pour lutter contre l'impérialisme en le frappant dans ses représentants intérieurs : les bourgeoisies locales.

Démocratie et Bourgeoisie

Une idée domine chez nombre de mouvements qui se réclament de la pensée révolutionnaire : c'est celle qui consiste à faire l'amalgame entre bourgeoisie et démocratie. Couramment, elle s'exprime ainsi : "revendiquer la démocratie c'est faire le jeu de la bourgeoisie". Cette idée est fausse pour trois raisons :

1) On ne peut pas associer la démocratie à la bourgeoisie car les masses populaires sont les véritables artisans de la conquête des libertés démocratiques. Ce que l'histoire du mouvement ouvrier international témoigne d'ailleurs de la façon la plus claire. C'est



par des luttes violentes et souvent sanglantes que les droits les plus élémentaires sont imposés. Dans les pays occidentaux, si le capitalisme a pris "la forme démocratique" (existence de droits et libertés mais auxquels la bourgeoisie apporte des limitations) c'est le résultat de la lutte des travailleurs, de leur action décisive dans la revendication de la démocratie.

Il y a là précisément un enseignement à retenir : la démocratie ne s'octroie pas. Elle ne procède pas d'un acte de générosité de la bourgeoisie. On ne peut pas l'imposer grâce à des slogans ou en faisant appel à des instances internationales. Les droits et les libertés sont toujours le résultat d'un processus de lutte. Ils ne peuvent être imposés que par un rapport de force.

De même, la garantie que les droits acquis ne seront pas remis en cause est liée à la capacité de lutte et de riposte à la bourgeoisie.

2) Il est vrai que dans les pays capitalistes développés la bourgeoisie, à une étape déterminée de son développement historique a drapé ses intérêts de classe dans des mots d'ordre démocratiques dans la lutte contre le système féodal. C'est là d'ailleurs, au passage, un point qui différencie la bourgeoisie de type occidental de la bourgeoisie algérienne :

- La première s'est constituée contre un pouvoir monarchiste et absolutiste - la revendication démocratique était un moyen pour elle de développer et de renforcer son système d'exploitation de classe.

- La seconde s'est formée dans un processus de lutte directe contre les masses. C'est ce qui fonde son caractère anti-démocratique et totalitaire.

Mais la bourgeoisie ne défend la démocratie que d'une façon tactique. Dès qu'elle est au pouvoir, elle écarte les masses populaires qu'elle renvoie au vestiaire. Elle détourne les conquêtes démocratiques à son profit et leur apporte des limitations (délégation de pouvoir, représentation parlementaire, pouvoir de l'argent etc...).

En fait, la bourgeoisie ne recherche pas la démocratie mais le pouvoir. Elle ne reprend à son compte la revendication démocratique que pour parvenir au pouvoir. Les masses populaires ne sont pour elle qu'un instrument de manipulation. Bien plus, la bourgeoisie a peur de la démocratie, car celle-ci va à l'encontre de ses intérêts. Instaurer la démocratie, c'est pour elle abdiquer une partie de son pouvoir, c'est laisser s'exprimer et s'organiser les travail-

leurs qui sont les victimes directes de son système d'exploitation.

En ce sens, en Algérie, la bourgeoisie privée peut du point de vue de ses intérêts de classe reprendre à son compte le mot d'ordre de démocratie. Mais il ne s'agit pas, pour elle, de faire émerger les masses sur la scène politique en tant que force autonome et organisée, mais d'imposer la "liberté d'entreprise". Autrement dit, la démocratie n'est qu'un moyen d'échapper aux monopoles de la bourgeoisie d'Etat qui peuvent entraver son développement.

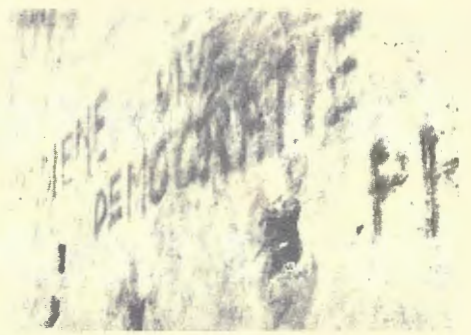
LUTTER POUR LES DROITS ET LES LIBERTES DEMOCRATIQUES C'EST LUTTER CONTRE LA BOURGEOISIE C'EST S'ATTAQUER DIRECTEMENT A SON POUVOIR

Le but de la bourgeoisie privée c'est l'accession au pouvoir capitaliste et non sa remise en cause. C'est dans ce cadre qu'elle peut essayer de canaliser le mécontentement populaire et d'utiliser le peuple comme masse de manoeuvre. D'où le danger pour le mouvement révolutionnaire en Algérie de laisser à cette classe le monopole de la revendication démocratique, de lui confier la direction de la lutte pour les droits et libertés. Lutter pour la démocratie ne signifie pas ouvrir la voie à l'installation d'une bourgeoisie privée affairiste en remplacement d'une bourgeoisie d'Etat compradore et parasitaire. On ne lutte pas pour changer d'exploiteurs. Cela consiste au contraire à doter les classes laborieuses de moyens nécessaires pour s'exprimer et s'organiser afin de défendre leurs intérêts légitimes.

3) La nature de l'Etat algérien est capitaliste (1). Dans ces conditions le mot d'ordre de démocratie ne va pas dans le sens de la bourgeoisie puisque c'est elle qui est au pouvoir. C'est elle seule qui occupe la scène politique et s'exprime. Aussi, lutter pour les droits et les libertés démocratiques c'est lutter contre la bourgeoi-

(1) - Le P.A.G.S. qui présente le régime comme étant "progressiste" et "anti-impérialiste" révèle son caractère de classe : il représente la petite bourgeoisie bureaucratique et pro-soviétique qui peut être considérée à la fois comme couche inférieure de la bourgeoisie d'Etat et comme le produit du capitalisme d'Etat. Ses membres aspirent à une place au sein de la bourgeoisie. En ce sens, les masses ne sont pour eux qu'une force d'appoint, une force de manoeuvre à exploiter pour de sourdes luttes d'appareils.

Cette couche joue un rôle idéologique important dans la justification du système totalitaire. Elle participe directement à la répression et à la tentative d'embrigadement des masses. Elle est contre la démocratie et contre le développement des luttes. Par ailleurs, elle est sur le plan international, un agent de la pénétration social-impérialiste en Algérie.



sie, c'est s'attaquer directement à son pouvoir. Tout acquis arraché dans la lutte est un coup porté à sa domination de classe. Par exemple : aujourd'hui le syndicat est caporalisé, le droit de grève interdit ; en ce sens, faire exister un syndicat autonome et arracher le droit de grève, c'est doter les travailleurs des armes nécessaires pour résister à l'exploitation et limiter l'emprise du patron, qu'il soit étatique ou privé. Imposer la liberté de publication, c'est s'attaquer au monopole de la bourgeoisie sur l'information ; faire admettre le droit d'organisation c'est remettre en cause l'institu-

tion du parti unique etc...

En somme, uniquement du point de vue de la nature du régime, on est obligé de reconnaître que pour lutter contre la bourgeoisie, il faut lutter pour la démocratie. L'instauration des droits et des libertés démocratiques constitue une limitation du pouvoir de classe de la bourgeoisie. S'opposer à la revendication démocratique, dans ces conditions, c'est objectivement tourner le dos aux intérêts des masses populaires, c'est agir en complicité avec le régime de dictature.

Démocratie et lutte de classes

Lutter pour la démocratie c'est ouvrir la voie au développement des luttes de classes en Algérie. En d'autres termes :

- c'est conquérir les instruments qui sont indispensables aux exploités pour assurer la défense de leurs intérêts légitimes : syndicat autonome, droit de grève, liberté d'expression, d'organisation, de publication, de réunion, de manifestation etc...

- C'est permettre que les contradictions, les antagonismes de classes s'expriment en plein jour. Il faut que chaque camp se définisse et précise son programme dans la clarté. La lutte doit s'effectuer à visage découvert, ce qui créerait des conditions nouvelles pour la vie politique dans notre pays.

C'est imposer le droit pour les militants socialistes de faire un travail d'agitation, de propagande et d'organisation ; de mener la lutte idéologique afin de diffuser, face aux idées de la bourgeoisie, les idées du socialisme révolutionnaire. L'idéologie prolétarienne ne se développe et ne s'enrichit que contre l'idéologie de la bourgeoisie.

- C'est permettre le développement des luttes sur le plan quantitatif en suscitant d'autres terrains de lutte et sur le plan qualitatif dans le sens de leur approfondissement (politisation, conscientisation). De fait il y a une montée des luttes des classes exploitées en Algérie. Ces luttes sont une réponse des masses laborieuses et déshéritées au système d'exploitation de la bourgeoisie. Mais ces luttes sont limitées. D'une manière générale, elles n'ont pas d'expression politique claire. L'instauration des droits et des libertés démocratiques peut contribuer à donner un contenu politique aux luttes à caractère "économique" et spontané. Elle peut préparer le terrain à une expression autonome des travailleurs.

- C'est ouvrir la voie à un processus d'éducation socialiste. La démocratie est une école de lutte pour les masses populaires qui apprennent à intervenir sur la scène politique, à tirer les leçons de leur expérience propre et ainsi, à aiguïser leur conscience de classe. Sans politisation des masses on ne pourra avancer vers le so-

cialisme en Algérie.

- La démocratie, c'est aussi le moyen de lutter contre un certain nombre d'idées fausses, de comportements, d'habitudes, de réflexes qui sont solidement implantés. La soumission, le respect de l'autorité, le défaitisme, la démission, la méfiance, l'égoïsme, la recherche de solutions individuelles sont autant de blocages qu'il faut briser. Il est plus que jamais nécessaire en Algérie de faire entrer dans les moeurs l'esprit de lutte.

- En fin de compte, combattre pour la démocratie c'est créer les conditions favorables au développement du mouvement révolutionnaire, à la construction du parti d'avant-garde. C'est permettre

**COMBATTRE POUR LA DEMOCRATIE
C'EST PERMETTRE L'EMERGENCE
DES CLASSES OPPRIMEES
SUR LA SCENE POLITIQUE
COMME FORCE POLITIQUE
AUTONOME ET ORGANISEE.**

l'émergence sur la scène politique des classes opprimées comme force politique autonome et organisée ; c'est finalement ouvrir la voie de la révolution socialiste.

Telles sont donc les raisons pour lesquelles la démocratie constitue un enjeu fondamental. La lutte pour la démocratie fait partie intégrante de la lutte pour le pouvoir. C'est en ce sens qu'elle se distingue de la lutte "économique" qui n'est qu'une réaction contre l'exploitation.

Le caractère formel de la démocratie bourgeoise

La démocratie dite bourgeoise c'est à dire telle qu'elle existe dans les pays capitalistes développés présente un certain nombre de limites qui sont les suivantes :

- La bourgeoisie, bien qu'elle soit une minorité, détient le pouvoir. Chaque fois que ses intérêts sont menacés, elle n'hésite pas à utiliser l'Etat et ses moyens répressifs pour "redresser la situation", quitte notamment à fouler aux pieds les droits et les libertés démocratiques conquises par les travailleurs.

- La démocratie dite bourgeoise repose sur le pouvoir de l'argent qui est concentré entre les mains d'une minorité. Les masses déshéritées sont exclues. Elles ne peuvent pas participer directement et effectivement à l'exercice du pouvoir.

- La démocratie "bourgeoise" se fonde sur la délégation de pouvoir. Elle favorise la constitution d'une minorité de "spécialistes de la politique" qui dirigent à la place de la majorité du peuple. Celui-ci n'est consulté que pour déléguer, mandater son pouvoir à "une élite" au lieu de l'exercer lui-même.

- La "démocratie bourgeoise" tente de figer la lutte des classes. Des institutions telles que le parlementarisme... sont pour la classe dominante des "gardes-fous". La bourgeoisie dit : "il faut respecter et garantir les institutions", ce qui veut dire qu'une fois ces institutions définies et mises en place, il ne faut plus qu'elles soient

remises en cause. En fait, c'est là s'opposer à la révolution, c'est entraver le développement de la lutte des classes. Pour le changement socialiste, il faut un pouvoir qui se développe en dehors des institutions existantes, qui dépasse ces institutions et finit par en imposer de nouvelles.

Voilà donc où réside le caractère formel de la "démocratie bourgeoise". Mais lorsqu'on dit que la démocratie est bourgeoise cela veut dire que l'exercice de la démocratie est limité par la classe dominante. Par conséquent, ce qu'il faut remettre en cause ce n'est pas la démocratie elle-même, mais la bourgeoisie qui en restreint l'exercice pour les masses populaires. Il ne s'agit pas de remettre en cause la démocratie pour garder la bourgeoisie.

D'autre part, par rapport à l'Algérie où il existe un régime totalitaire, une démocratie même de type "libérale", "républicaine" est un pas en avant ; car les travailleurs ne sont pas insensibles à la forme d'oppression qu'ils subissent. Une forme plus "libérale" leur permet de disposer de quelques acquis, même s'ils sont limités, pour assurer la défense de leurs intérêts. On ne peut pas attendre une prise violente du pouvoir par les masses pour créer un syndicat autonome ou pour faire reconnaître le droit de grève. Il faut dès à présent mettre en place des bases de pouvoir des travailleurs face à celui de la bourgeoisie.

Démocratie et socialisme

1) La démocratie n'est pas un mot d'ordre tactique. Pour les masses populaires, elle est un principe stratégique, car étant la majorité elles ont intérêt à toutes les étapes de la vie sociale à ce que le pouvoir soit partagé par le plus grand nombre, donc à ce que la démocratie soit la plus large possible.

2) La démocratie ne supprime pas l'exploitation, ne détruit pas le mode de production capitaliste. Mais elle rend davantage possible cette suppression, cette destruction de l'Etat bourgeois. Ainsi, la lutte pour la démocratie ne se substitue pas à la lutte pour le socialisme. Elle ne s'y oppose pas non plus. C'est dans le cadre de la lutte pour le socialisme qu'il faut placer la lutte que nous devons mener pour la démocratie.

3) Le socialisme, c'est la plus grande démocratie ; autrement dit, le pouvoir pour la majorité du peuple, la capacité pour chaque citoyen d'exercer pleinement ses droits et ses libertés. Le socialisme n'est pas l'embrigadement des masses, les manifestations préfabriquées etc...

4) Le socialisme n'a rien à voir avec les caricatures qui en sont données "socialisme des pays de l'Est", "socialisme arabe", "socialisme spécifique" etc...

Le socialisme est le résultat de la lutte des exploités eux-mêmes. Il ne peut s'instaurer et se construire que par leur mobilisation et leurs initiatives. Les intéressés prennent eux-mêmes directement et effectivement leur sort en charge et comptent sur leurs propres forces. Il faut lutter contre l'idée "il doit y avoir des dirigeants et des dirigés". La politique ne doit pas être l'apanage, le privilège d'un groupe mais la vie quotidienne de tout le monde. Il ne doit pas y avoir de séparation entre ceux qui décident et ceux qui exécutent.

5) Le socialisme, c'est la création d'un homme nouveau qui rompt avec les idées de la bourgeoisie, qui est conscient de ses droits, qui se forme et s'informe, qui se responsabilise. L'idéologie socialiste, c'est l'idéologie de lutte et non de soumission.

UNE RENTREE UNIVERSITAIRE SOUS LE SIGNE DE LA LUTTE

Une très large mobilisation

(Suite de la page 1)

Après les premières journées marquées par le calme et l'affairement des étudiants, la situation est rapidement modifiée par la décision provocatrice du C.O.U.S.* de supprimer les transports desservant les secteurs d'El-Harrach et de Ben-Aknoun. Prétextant une insuffisance de moyens propres et un différend avec la S.N.T.V., différend portant sur la rentabilité des lignes universitaires, le C.O.U.S. oblige les étudiants et étudiantes à un épuisant rythme de déplacement dans l'agglomération algéroise.

Etre soumis au régime commun de la RSTA signifie pour les étudiants des retards nombreux aux cours et travaux dirigés, et donc un risque sérieux d'exclusion ou de sanction administrative (retrait de bourse, de chambre, etc...). Prendre un "repas" dans un restaurant universitaire, entre deux cours, devient impossible. De la résidence au centre d'études, du centre d'études au restaurant, les déplacements deviennent d'insupportables épreuves physiques et nerveuses.

Dans plusieurs cas, ces revendications de base seront débordées, signe d'une évo-

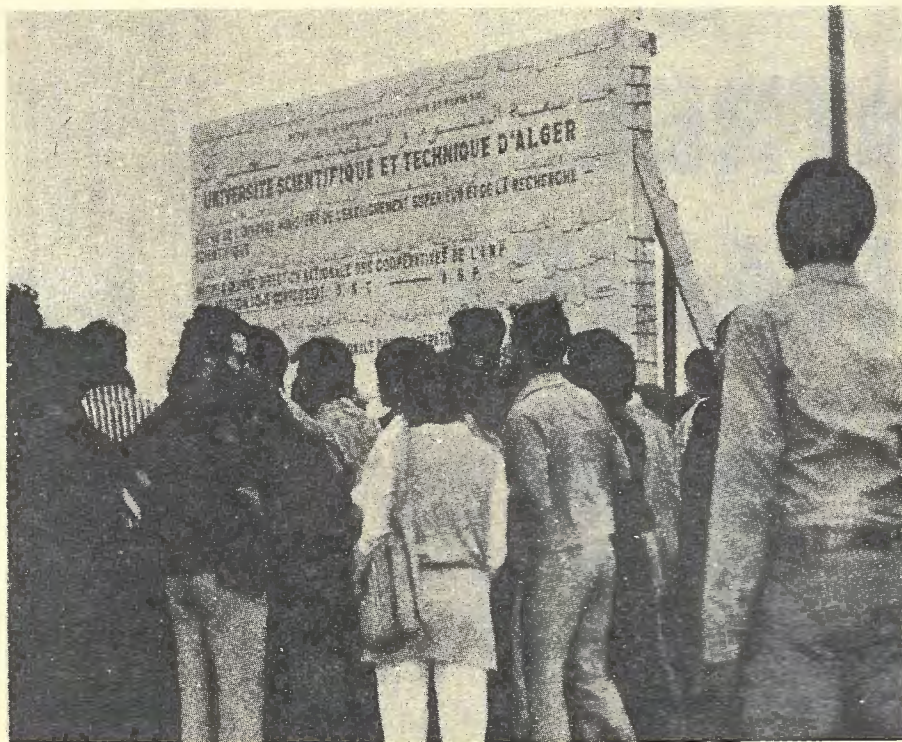
lution politique du milieu étudiant.

Le lundi 9 octobre, deux assemblées générales ont lieu, l'une à la cité d'El-Harrach et l'autre dans les locaux de la faculté de médecine, à Laperrine (Alger-Mustapha). A El-Harrach, étaient regroupés les étudiants de l'Institut National d'Administration, de l'Ecole Polytechnique d'Architecture et d'Urbanisme, de l'Ecole Nationale Vétérinaire, de l'Ecole polytechnique et de l'Institut de géographie. Ces établissements concernent environ 5.000 étudiants.

L'A.G. (assemblée générale) décide la grève des cours, une marche de la faculté centrale au siège du ministère et l'envoi de rapports aux différents responsables.

La grève, entamée le 10 octobre, est massivement suivie.

A Alger - Laperrine, une A.G. s'est aussi tenue sur le thème de la suppression des transports, "goutte qui a fait déborder le vase" selon les étudiants. A l'issue d'un débat houleux et confus, la grève des cours est envisagée ainsi que l'envoi d'une délégation de 40 étudiants auprès du ministre. Les cours seront boycottés les 11 et 12 octobre.



L'impuissance du pouvoir et de ses valets

—▶

Prétextant le nombre trop élevé d'étudiants, le ministre de l'enseignement supérieur refuse de recevoir la délégation. Après tractations, RAHAL finit par accepter de recevoir, mardi 10 octobre, une commission restreinte à 10 étudiants. D'emblée il annonce : "alors vous faites de la politique et en plus vous n'avez pas consulté les représentants de l'U.N.J.A. Eh bien, nous avons reçu des consignes très fermes du gouvernement nous enjoignant de refuser tout dialogue avec les grévistes !". La délégation, constituée pour l'essentiel de délégués d'amphithéâtres, pour la plupart pro-C.V.U. ("volontaires") et les autres apolitiques, explique qu'elle n'est pas là pour faire de la politique. Elle se dit venue seulement pour trouver une solution à la question du transport et ajoute : "Cette année, les étudiants n'ont rien eu, bien au contraire, on est en train de leur enlever ce qu'ils avaient déjà l'année passée..." "Sur ce, RAHAL interrompt la discussion et déclare qu'il ne peut rien faire et "... de toute façon, vous êtes suffisamment adultes pour prendre des initiatives et résoudre par vous mêmes vos problèmes".

Les étudiants de l'Institut des sciences médicales se mettent en grève les 11 et 12 octobre. A cette date, le mouvement est presque général. La plupart des instituts et écoles d'Alger sont affectés. RAHAL recule et fait savoir alors aux grévistes que le transport sera de nouveau assuré dès le samedi matin 14 octobre.

Entre temps, dans le secteur d'El-Harrach, les étudiants "volontaires" tentent de récupérer le mouvement. Ils provoquent une table ronde sur le thème de la gestion du C.O.U.S. Peu d'étudiants s'y associent. Ils multiplient les contacts avec le FLN, l'UGTA, l'UNJA, la Wilaya et la Présidence. Des responsables subalternes promettent une prochaine solution.

A Polytechnique, les étudiants cotisent pour repeindre les tableaux, charge refusée par la direction. A l'U.S.T.A., affectée par des grèves partiellement suivies, 2000 signatures sont recueillies. Mais une A.G. tenue le 12 octobre en matinée, accorde crédit aux promesses des autorités. Les solutions proposées par l'administration, partielles, avaient pour but de diviser le mouvement et d'empêcher son extension. Pour Bab-Ezzouar, un train supplémentaire est prévu; pour les étudiantes logeant à Ben Aknoun, 3 bus octroyés; pour les résidents de Kouba, 2 bus faisant la navette entre la gare ferroviaire et la cité. Quant aux étudiants d'El-Harrach et de Ben Aknoun, quelques bus supplémentaires devaient desservir les stations publiques. Bien que dérisoires, ces mesures provoquent une reprise des cours le 14 octobre. La trêve est cependant de courte durée. Les étudiants de

l'école d'architecture (E.P.A.U.) la rompent le dimanche 15 octobre. Ceux-ci vont s'efforcer d'associer à la relance du mouvement l'ensemble des écoles du secteur.

A cet effet les délégations sont envoyées. Le lundi matin, à la surprise des étudiants et du corps enseignant, toutes les issues des écoles sont bloquées par des policiers en civil et des agents du FLN. Le but est d'empêcher l'accès des "agitateurs" de l'E.P.A.U. par le moyen du contrôle des cartes d'étudiants et professionnelles. Le mécontentement général fait reculer ce dispositif. La présence des policiers sera plus discrète.

Le mardi 17 octobre, les étudiants des écoles du secteur se dirigent en masse à l'E.P.A.U. pour y tenir une A.G. la reprise de la grève générale est décidée avec l'entreprise des démarches auprès des étudiants et lycéens de l'agglomération algéroise.

A la faculté centrale diverses A.G. se tiennent. Les nombreuses démarches effectuées auprès du C.O.U.S., du Ministère de l'Enseignement Supérieur, du Commissariat National du Parti du F.L.N. et même auprès de Yahiaoui se sont soldées par de maigres résultats et des promesses. A trois reprises, les restaurants "Amirouche" et "Trollard" sont boycottés ou bien utilisés gratuitement.

Le 23 octobre, une A.G. se tient dans un amphithéâtre de l'école polytechnique. Regroupant des centaines d'étudiants dont 700 à 800 seulement ont pu trouver place dans un local exigu pour la circonstance, l'A.G. décide une marche avec banderoles de la Faculté centrale au siège du ministère.

Le recteur de l'U.S.T.A. de Bab-Ezzouar, venu à l'école polytechnique, fait demander les représentants de l'A.G. Il lui est répondu qu'il n'avait qu'à s'y présenter en personne. Par mépris et par crainte du sort qui aurait pu lui être réservé le recteur sollicite une intervention des forces de police... qui préfèrent s'abstenir.

A Ben Aknoun, un embryon de l'organisation autonome

Les "volontaires" sont vite affolés par l'ampleur du mouvement qu'ils croyaient facile à contenir à son origine. Ni les démarches immédiates auprès des différentes administrations, ni les tables rondes ne leur ont permis d'enterrer les revendica-

—▶

TRACT du PRS diffusé en Algérie

Depuis le 9 octobre, les cinq écoles d'El Harrach (E.P.A.U., E.N.P.A., I.N.A., E.N.V., Institut de Géographie) connaissent une grande agitation : grève générale des cours, A.G., meetings, manifestation. Mobilisés sur la question du transport, les étudiants, conscients des problèmes qu'ils rencontrent à l'université, s'élèvent contre les entraves que leur met un pouvoir désireux de réduire les effectifs et d'accentuer la sélection pour, en définitive, écarter de l'université les étudiants les plus démunis.

Cette fois-ci, les étudiants ont réussi à dépasser les manœuvres opportunistes (démarches, dialogues et promesses creuses) proposées par les "volontaires". En décrétant la grève générale des cours, ils ont rejeté les compromis démobilisateurs et refusé la transformation de leurs actions en luttes d'appareils.

Face à la détermination des étudiants, les "volontaires" ont momentanément reculé; mais le 24 octobre ils sont revenus à la charge pour exécuter les directives de Yahiaoui qui leur a demandé d'empêcher la manifestation prévue pour ce jour. En changeant délibérément le lieu de rassemblement prévu initialement à l'école de commerce, en orientant les étudiants vers le restaurant Amirouche, en interdisant l'accès aux étudiants non inscrits à El Harrach en recourant aux chaînes et aux couteaux, les manœuvres des

"volontaires" apparaissent plus clairement que jamais. En chiens de garde du régime, ils veulent à tout prix empêcher les étudiants de prendre leurs affaires en main. C'est pourquoi les étudiants doivent les éliminer impitoyablement, au besoin par la force.

Pour lutter contre les manœuvres de division et d'intimidation du pouvoir qui menace d'annuler le semestre si les cours ne sont pas repris, pour le respect des franchises universitaires, les étudiants doivent imposer une organisation en dehors des appareils du pouvoir, seule capable de défendre leurs intérêts.

Finissons-en avec le terrorisme des "volontaires" en créant sur place des comités d'étudiants librement élus et indépendants des organes du pouvoir.

Imposons la liberté d'expression en instaurant des débats sur la situation de notre pays.

Imposons la liberté de publier des écrits, des tracts, des revues sur les problèmes qui touchent à l'avenir de notre pays.

Le P.R.S. propose pour l'action immédiate un "Plan en cinq points pour une issue démocratique de gauche". Procurez vous ce texte, lisez le, étudiez-le et prononcez vous.

L'heure n'est plus à l'indifférence, elle est à l'action. Il y va de l'avenir de notre peuple.

Alger le 24 octobre 1978

Les étudiants dans la rue

Le 24 octobre, deux meetings sont tenus. L'un, au restaurant "Amirouche", à 10 heures avec principalement les étudiants

tions ou de tempérer les formes d'action. Bien au contraire ils ne cesseront de se discrediter. Il reste que la rupture idéologique et organique est entravée par le cadre repressif. L'attitude d'un grand nombre d'étudiants a consisté à impliquer dans toutes les phases du mouvement les "volontaires" malgré leurs pratiques et leur rôle objectif. Le temps n'est plus aux réticences ou aux calculs de ce genre. Si l'on désire effectivement la construction d'une organisation autonome des étudiants, il faut éjecter définitivement les agents de la bourgeoisie d'Etat. La mise sur pied d'un comité de vigilance autonome à Ben Aknoun est une initiative intéressante et à encourager. Des élections libres par étage et par pavillon ont donné naissance à cette structure. La mise à l'écart des éléments du C.V.R.A. a permis aux résidents d'avancer dans la formulation des problèmes politiques et organisationnels. En témoignent les mots d'ordre de "lutte contre la sélection à l'université", "lutte pour une université anti-capitaliste et anti-impérialiste", "remise en cause de la R.E.S. de 1971", pour une réelle démocratisation de l'enseignement" et "pour une organisation autonome des étudiants".

du secteur d'El-Harrach. L'autre, à la fac centrale à 16 heures.

Au cours de la première réunion, le principe de la marche est maintenu. Ce, malgré l'obstruction des étudiants du C.V.R.A. et de la C.C.U. (Comité de coordination universitaire qui groupe les C.V.R.A., les C.P., les comités de cité de l'université d'Alger). L'intimidation politique par la référence aux "menées de la réaction et de la droite" permet toutefois d'imposer des banderoles du genre :

"Pour une gestion socialiste de l'Université"

"Pour une organisation nationale des étudiants au sein de l'UNJA"

"Pour l'application de la R.E.S. et la défense des acquis des étudiants".

Le cortège s'est ébranlé du restaurant "Amirouche" vers midi. Le choix du parcours et de l'heure a beaucoup contribué à la popularisation du mouvement estudiantin. Sur le parcours, la police procède à des vérifications d'identité auprès des manifestants.

Dans l'après-midi, le meeting de la fac centrale convient de donner à Yahiaoui, responsable du FLN, un délai de 48 heures pour honorer ses promesses. Le cas échéant, de nouvelles formes d'actions seraient décidées. L'idée d'une action de masse telle la manifestation sur la voie publique est partagée par un nombre croissant d'étudiants.

*I.N.A. : Institut national d'Agronomie,

* E.N.V. : Ecole nationale vétérinaire.

* C.O.U.S. : Centre des Oeuvres Universitaires et scolaires.

* E.P.A.U. : Ecole Polytechnique d'Architecture et d'Urbanisme.

EN BREF...

► A l'université de Constantine, l'accès des amphithéâtres et salles est interdit à tous les étudiants non accompagnés de leur enseignant. Les portes sont verrouillées par des agents de l'université. L'Administration espère pouvoir bloquer les regroupements d'étudiants et les diffusions de tracts.

► A Oran, l'administration de la Cité universitaire de la SENIA a procédé au relogement des filles à la cité "Boulangier". Cette expulsion a rencontré l'opposition de jeunes filles qui ont occupé deux pavillons.

L'administration envoie alors des lettres aux parents pour leur faire croire que leurs filles occupaient des chambres avec des garçons et qu'elles risquaient de ce fait l'expulsion. Certains parents prennent peur et ramènent leurs filles, d'autres signent une pétition.

► Le personnel enseignant de l'institut des sciences économiques d'Alger s'est réuni en AG le jeudi 5 octobre en matinée. Les problèmes de locaux, d'insuffisance et de mauvaise utilisation des enseignants algériens ont été abordés. Un accord général s'est fait sur la nécessité de maintenir une coordination en vue de contrecarrer les réformes unilatérales du ministère. Les enseignants veulent s'imposer comme partie prenante dans toute décision ministérielle concernant le statut de l'enseignant.

UN BILAN DESASTREUX

La rentrée scolaire vient de s'effectuer dans toute l'Algérie. A cette occasion, le pouvoir a mobilisé tous ses organes de presse pour s'auto-glorifier de la "réussite" de sa politique scolaire. Les articles et chiffres abondent : "89 % des enfants de 6 ans scolarisés," "500.000 nouveaux inscrits dans le primaire", "4 millions d'élèves sur tout le territoire" etc...

Mais cette propagande triomphaliste ne peut cacher la situation catastrophique du secteur de l'enseignement :

- les conditions matérielles ne cessent de se dégrader : manque d'écoles, de cantines, de moyens de transports, manque d'enseignants et de moyens pédagogiques etc... La scolarisation se réduit à un gardiennage mal organisé de l'enfance algérienne.

- le niveau de l'enseignement est d'une rare médiocrité : les méthodes pédagogiques sclérosées et le contenu idéologique sommaire des cours contribuent à entretenir l'ignorance et à favoriser l'esprit de soumission parmi les jeunes.

- le système scolaire est conçu comme un encadrement fortement hiérarchisé et autoritaire, excluant toute forme de participation des enseignants, parents ou élèves à la conception et au fonctionnement du système éducatif.

Cette dégradation continue de l'appareil scolaire est le résultat de la politique du pouvoir. Cette politique se traduit dans les faits par un déni pur et simple du droit à l'instruction de chaque algérien.



La politique de "scolarisation massive" du pouvoir n'est qu'une mesure démagogique.

Une sélection féroce

Cette année le pouvoir annonce 3 millions d'élèves scolarisés dans le cycle élémentaire dont 500.000 nouveaux inscrits en première année de ce cycle. Si on compare à l'effectif de l'an dernier - soit 2.894.000 élèves et en tenant compte des 175.000 admis en 1ère année du moyen on devrait totaliser 289.400 plus 500.000 moins 17.500 c'est à dire 3.219.000 élèves dans le cycle élémentaire en 1978-79. Que sont alors devenus les 219 000 élèves manquant dans l'effectif de ce cycle cette an-

née ? Ils ont simplement été rejetés de l'école pour "faire place" aux nouveaux.

La sélection sévit au-delà du primaire : plus de la moitié des élèves de 4ème année moyenne (55.000 sur 100.000) qui devaient passer l'an dernier en 1ère année secondaire ont été éliminés tandis que 82 % des élèves de fin de cycle secondaire ont été recalés au baccalauréat 1978.

La politique de "scolarisation massive" du pouvoir n'est donc qu'une mesure démagogique. Mettant l'accent sur les pre-

mières années du primaire, son but est de gonfler les taux de scolarisation sans assurer aux élèves un parcours scolaire normal et suffisant.

Les conséquences de cette sélection ont été soulignées par les institutions internationales spécialisées dans les problèmes de l'éducation : un élève qui reçoit 3 ou 4 années d'enseignement s'il n'a pas la possibilité de poursuivre ses études ou de pratiquer régulièrement la lecture et l'écriture, retourne à son état antérieur d'analphabète.

Une infrastructure insuffisante

Les conditions matérielles dans lesquelles s'effectue la scolarisation sont des plus difficiles. Le manque d'écoles et de classes se fait cruellement sentir. Les besoins avaient été officiellement évalués à 4000 classes par an pour le primaire, ce qui aurait permis de ramener le taux d'occupation moyen à... 54 élèves par classe au lieu de 56 antérieurement !

En fait seulement 1952 classes ont été réalisées cette année. Nombre d'entre elles n'étant pas complètement achevées ou pas encore équipées, ne pourront fonctionner réellement qu'à partir de 1979. Le problème des classes surchargées s'aggrave : 48 à 52 élèves par classe à Alger, 70 à Constantine. Il se traduit par le maintien du système de la "double vacation" : les élèves ont quatre heures par jour d'école au lieu de six.

Au niveau des cycles moyen et secondaire, les retards dans les constructions d'établissements d'enseignement créent une situation encore plus critique.

Certains établissements ont été ouverts en catastrophe alors qu'ils ne sont pas en mesure d'accueillir les élèves. A titre d'exemple, les travaux ne sont pas achevés au C.E.M. d'Aïn Benian, celui de Birkhadem n'est plus aménagé, tandis que le C.E.M. de Kouba ne recevra les jeunes admis en 1ère année moyenne qu'en janvier 1979. Le lycée El Mokrani qui est conçu pour 1200 élèves, en abrite 2600 ! Ce surplus est aussi enregistré aux lycées Okba, Emir-Abdelkader, aux C.E.M. de Bologhine de Raïs Hamidou...

Les quelques chiffres suivants donnent une idée des réalisations scolaires au cours de l'année 1978. (Voir Tableau).

Ce sont au maximum, une vingtaine d'établissements qui accueilleront les 168.000 élèves du secondaire général et technique et du moyen.

Les réalisations en matière de cantines sco-

LE PRIX DE LA RENTREE

La rentrée scolaire s'est traduite pour les parents d'élèves par un surcroît de dépenses qui, s'ajoutant à la flambée des prix de l'été, constituent une forme de sélection supplémentaire à l'accès aux écoles des enfants des familles à petits revenus : ouvriers, paysans, petits fonctionnaires et chômeurs.

L'administration scolaire exige des élèves qu'ils achètent un certain nombre de fournitures obligatoires sans se préoccuper des moyens dont disposent les parents.

Les dépenses pour les seules fournitures obligatoires s'élèvent, en moyenne à 86 DA pour un élève de seconde année du primaire, à 110 DA pour un élève de 4ème année et 160 DA pour un élève de 3ème année de l'enseignement

moyen.

A cela s'ajoutent les dépenses pour le "trousseau", autre exigence de l'administration, qui coûte au minimum pour un enfant de 13 ans, 444 DA.

Trousseau d'un enfant de 13 ans

1 costume	223,50 DA
1 chemise	63,00 DA
1 tricot	31,00 DA
2 chaussettes	4,00 DA
1 tricole de peau	8,00 DA
1 chaussure	54,50 DA
1 pantalon	60,00 DA

444,00 DA

Souvent les fournitures scolaires manquent sur le marché officiel et doivent être payées 30 % à 40 % plus cher sur le marché noir.



lares sont aussi dérisoires. Le nombre d'élèves pouvant en bénéficier diminue relativement. Il passe de 38 % des effectifs en 1971 à 36,6 % en 1978. Malgré l'assistance internationale en provenance du "programme Alimentaire Mondial (en denrées de base ; farine, huile et lait) et de l'UNICEF (matériel de cuisine, coffres isothermes etc...), les sommes allouées ne permettent pas de couvrir le besoin alimentaire minimum : 1 DA par jour et par enfant dans les circonstances les plus favorables,

De plus les repas sont pris dans des conditions d'hygiène et de confort déplorable : "très mal et de plus, irrégulièrement rémunéré par les communes, le personnel des cuisines est très instable et de ce fait ne remplit pas les conditions les plus élémentaires d'aptitude... On ne peut pas toujours payer la facture des combustibles, alors les gosses mangent froid".

(Révolution Africaine 12.09.78)

Cela se traduit, surtout dans les zones rurales où le repas pris à la cantine constitue l'essentiel de l'alimentation de l'élève, par de graves conséquences : état de maigreur accentué, maladies de carences, retards de croissance etc.. Ceci, d'autant plus que l'effort physique et intellectuel demandé à ces enfants sous-alimentés est important : éloignement de l'école par rapport au domicile, étude simultanée de deux langues etc...

TABEAU

		Prévisions	Réalisations		
Etablissements scolaires				18 C.E.M.	3
				1 technicum	0
				Logements scolaires	
Oran	419 classes	0		Constantine	132
Constantine	8 C.E.M.	0		Guelma	423
	130 classes	6			
Alger	77 C.E.M.	6		Cantines	
Skikda	26 Etablis.	3		Guelma	70
Guelma	556 classes	210			
	5 lycées	0			

Un corps enseignant insuffisant et mal formé

L'encadrement des élèves sera assuré par 85.800 enseignants dans le cycle élémentaire dont 24.800 arabisants ; 25.000 enseignants, dans le moyen et 9700 dans le secondaire 8.700 dans l'enseignement générale et 1000 dans le technique. Ceci représente des taux moyens de 35 élèves par maître dans l'élémentaire, 30 élèves par maître dans le moyen, 21 élèves par maître dans le secondaire général et 15 élèves par maître dans le secondaire technique.

Ces taux sont élevés. Ils situent l'Algérie parmi les pays les moins pourvus d'enseignants par rapport au nombre d'élèves, dans le monde. La situation y est en effet plus mauvaise qu'au Soudan, au Botswana, aux Seychelles et au Bangladesh.

Le niveau des enseignants est extrêmement bas et particulièrement celui de ceux qui sont formés très sommairement dans les Instituts de Technologie de l'Education (ITE) et qui représentent 20 o/o des enseignants du cycle élémentaire.

Le jugement de certains directeurs a été catégorique :

"Je préfère un moniteur venant de la rue qu'un instructeur venant d'un ITE, et beaucoup de mes collègues pensent comme moi";

"La majeure partie des enseignants venant des Instituts sont d'un niveau très faible."

La tâche des enseignants n'est en général pas aisée.

Affectés de manière anarchique, sans que soit prise en compte leur qualification ou leur lieu de résidence, ils sont découragés autant par l'ampleur de la tâche - chaque devoir ou chaque modèle d'écriture doivent être reproduits ou corrigés à 150 exemplaires - que par les conditions de vie qui leur sont faites. Aujourd'hui, "malgré les augmentations de salaires (...) la paye d'un instituteur lui permet à peine de boucler les fins de mois" ont déclaré plusieurs d'entre eux.

Cette dévalorisation de la fonction des enseignants explique leur fuite vers d'autres secteurs à des postes mieux rémunérés.

Un enseignement abrutissant

Les manuels scolaires sont d'une "indigence insigne" selon l'avis même de Lache-raf, ministre de l'éducation qui avoue que "la baisse du niveau de l'enseignement dans notre pays est une réalité que plus personne ne conteste".

Les méthodes pédagogiques sont imposées aux enseignants qui les jugent "abrutissantes". Ils sont astreints à des horaires rigides et ne peuvent modifier l'emploi du temps en fonction de la capacité d'assimilation des élèves, variable au cours de la journée.

Une "fiche pédagogique" unique leur est fournie par l'institut pédagogique national. Ils sont obligés de la suivre strictement. S'ils adaptent le contenu ou la forme de cette fiche aux conditions propres de leur classe ils s'exposent aux sanctions du chef d'établissement ou de l'inspecteur.

Les témoignages d'une enseignante et d'une directrice d'école sont très significatifs :

"La 2ème année en arabe et la 4ème année en français ne sont qu'une répétition approfondie des 1ère et 3ème années..." La seule année où l'on change un peu d'horizon c'est la 5ème année. On peut enfin parler du monde qui nous entoure, de la terre, de la mer, des océans." Cette ouverture est d'ailleurs très limitée. Jusqu'en 6ème année les élèves ne savent rien du tout. Ce sont des automates. On leur fait alors quelques leçons au passage, trop courtes (20 minutes chacune) sur la révolution agraire, la révolution industrielle..."

Si nous continuons à ce rythme, l'élève, quel qu'il soit, confronté à cette situation sera toujours handicapé" (RA 12.9.78)

Cette politique d'enseignement "arabais" est complétée par la diffusion de la morale : 15 minutes par jour sont consacrées dans toutes les classes à la lecture collective du Coran.

Révolution Africaine juge cela insuffisant et estime que "l'enseignement de la morale ne doit pas être limité dans le temps". Il doit être dilué "dans tout le programme éducatif" pour modeler l'esprit de l'enfant au "rôle qu'il aura à jouer dans sa vie future et dans la société".

Les principaux concernés, élèves et parents sont maintenus hors du circuit : les associations, prévues par les textes "sont absentes de bien des établissements". Lorsqu'elles existent elles sont maintenues à l'écart de toute discussion et de toute décision : les bureaux des associations sont désignés par la direction ou bien l'association n'est jamais appelée à se réunir.

Ceci ne fait qu'accentuer le mécontentement des élèves et des parents qui, en l'absence de toute autre possibilité d'expression, se livrent à des dégradations ou à des voies de fait sur les enseignants et la direction des écoles.

Il est clair, en conclusion que pour sortir le système scolaire algérien de cette situation (qui peut être lourde de conséquences pour l'avenir de plusieurs générations d'Algériens), il n'y a rien à attendre du régime actuel.

En finir avec cette situation

Seule l'intervention des principaux intéressés, élèves, enseignants et parents peut rendre possible la solution des problèmes actuels. Ainsi :

- pour mettre fin aux méthodes autoritaires actuelles qui ont cours dans le système scolaire et dont ils sont les principales victimes, les élèves, collégiens et lycéens doivent imposer le droit d'intervenir et d'être consultés sur des décisions qui les concernent.

- contre le conformisme et l'esprit servile suscité par l'administration, les enseignants doivent s'organiser pour imposer le droit de regard sur les programmes, l'organisation des cours etc... et veiller au fonctionnement juste et démocratique des conseils.

- pour mettre fin à la sélection, et à la dégradation des conditions matérielles et pédagogiques, à la régression de la qualité de l'enseignement, les parents ont la responsabilité de s'organiser pour imposer une politique scolaire conséquente qui permette d'assurer dans de bonnes conditions une véritable instruction qui forme et éveille l'esprit des jeunes.

Pour ce faire, il faut agir et se mobiliser pour imposer en dehors des structures du pouvoir l'existence de cadres autonomes d'organisation et d'intervention, en particulier :

- des associations d'élèves dans les établissements scolaires.
- des syndicats d'enseignants
- des associations de parents d'élèves. ■

أخبار متنوعة أجهزة

• تفيد الأخبار الأولى أن عملية نقل الولاية تكون قد مكنت من دخول واسع للعسكريين.
• حلت منذ أربعة أشهر اللجنة التي كانت قد أنشئت لمتابعة تطبيق سياسة التعريب، ويقال بأن أعضاءها موجودين حالياً في السجن بسبب تجارتهم بالعمل.

شركة أجنبية

• كلفت مهندسين الشركة الإيطالية دد لإيطاليا دد التي كانت تعمل من قبل في وهران لإنجاز 66 سكن في سكيكدة. وتهدف الأعمال التي تتقدم بصرة بقطعة إلى إنجاز مساكن فاخرة موجهة للبيع.

اختفاء المواد الغذائية

• بعد تصويت «المجلس الشعبي الوطني» على منع الاحتكار لشركة سونطراك، ينبغي توقع اختفاء حوالي 650 مادة من السوق.
• قطع الماء في سكيكدة في أوائل أكتوبر لمدة حوالي عشرة أيام. وأمام غضب السكان ترددت شائعة تقول بأن شيخ البلدية قد نعي من منصبه.

جوا اجتماعي متوتر

تسبب الإعلان عن القانون الأساسي للعامل (طالع مقاطع من مشروعه الأول نشرت في «أخبار حزب الثورة الاشتراكية» العدد 10) والقلق فيما يخص الإبقاء على المنع العائلي والأخبار المتداولة حول الزيادة في يوم العمل (قد يصبح يوم الخميس كله يوم عمل ويبقى يوم الجمعة يوم العطلة الوحيد) كل هذا تسبب في توترات حادة داخل المصانع. ومن ناحية أخرى فلن غضب العمال تجاه «الزيادات في الأجور» الثالثة بغير عن نفسه بهذه المرححة «الحكومة تتظاهر برفع أجورنا ونحن نتظاهر بالعمل»

كتابات على الجدران

لوحظت في وهران عدة كتابات على الجدران وخاصة في حيبي البعيرة الصغيرة وفكنو بيجو. وإلى جانب واحدة من هذه الكتابات القائلة «الموت لبومدين» رسمت صورة شخص وحول عنقه حبل.

اعتقال

اعتقل في 24 سبتمبر أربعة شبان من بينهم واحد يشتغل في دد الشركة الوطنية للفلين والخشب «يخسني داي» وعلى شكور عائلته أجابت المحافظة المركزية للشرطة بالعاصمة بأنها ليست على علم بذلك. أما مندوب الاتحاد العام للعمال الجزائريين فقد أكد بأن النقابة لا تستطيع القيام بأي شيء لأن «هذا حدث خارج المصنع» وعلى كل حال فإن هذا الشاب لم يكن عليه أن يسكر ثم يخرج إلى الشارع ليصرخ «يسقط بومدين».

إلى الأمام

من أجل مخرج ديمقراطي يساري

الذي يسعون استناداً إلى نفاذ صبر الجماهير من أجل النعوض بجل يميني .
وسواء كانوا من أفراد الطبقة الحاكمة حالياً أو من أنصار دد العودة إلى الأصول ، يجب سد الطريق أمام كل الدكتاتور بين الصغار الحالمين بتسيير الشعب بالعصا ، ذلك أن التغيير الحقيقي يتمثل أولاً وقبل كل شيء بتغيير في أسلوب الحكم ؛ يجب القضاء الكامل والنشائي على الدكتاتورية .
فالتغيير اللازم إذن هو تغيير ديمقراطي ، ولكن تغيير يضمن في آن واحد استقلال البلاد ومصالح المستغلين والمعوّزين ، يعني تغيير يساري .
وهذا هو الشرط اللازم توفره لكيلا يتم تحويل عملية التحرير المحتملة لمصالح أوساط الأعمال وفئات الجيش الملتزمة بالحفاظ على امتيازاتها .
وهذا التغيير يجب فرضه الآن سواء أبعده بومديني أم لا . يجب أن تتجاوز الجماهير مجرد المقاومة لتتظاهر بمصفة هجومية .

إن حزب الثورة الاشتراكية يعتبر أن مهمة الجماهير هذه لا يمكن أن تتطور إلا على أساس التزام فئات واسعة جداً من الرأي الجزائري بمجموعة مبادئ وأهداف تشكل خدفاً وطنياً يضمن الحقوق المدنية والسياسية والاقتصادية للمواطنين .

إن برنامجاً كهذا هو وحده باستطاعته أن يجنب البلاد والجزائريين من مخن جديدة ، ويخلق السياق النفسي والتعبئة الشعبية الكافية لإيقاف الإنهيار .

إن تحقيق الحل الديمقراطي اليساري ، البديل الوحيد للحكم الحالي ، هو الطريقة الوحيدة لحل مشاكل البلاد الفورية طبقاً لمصالح الجماهير الشعبية .

نعم هناك حل صالح للأزمة الراهنة وهذا الحل ممكن اليوم .

أول نوفمبر 1978

كفاحات لإضراب

ش عمال المؤسسة التابعة « للتنمية الوطنية للتعلونيات » في سيدي موسى يوم 10 سبتمبر لإضراباً ثانياً دام يومين للمطالبة بدفع ما تبقى من أجورهم حسب تطبيق سلم الأجور الذي كانت الإدارة قد أعادت النظر فيه وحسنته على أثر الإضراب الأول .
وجدير بالذكر أنه منذ الإعلان عن « القانون الأساسي للعامل » أصبح كل مستخدم في المؤسسة ملزماً بتسجيل الدخول والخروج بها في ذلك الإطارات . وقد هددت الإدارة بتجميد الأجر لكل من لا يقوم بذلك .

احتلال مصنع

قام 900 عامل من عمال « الشركة الوطنية للصناعات الكيماوية » باحتلال مصنع سعيدة لمدة 25 يوماً في شهر أوت الماضي احتجاجاً على طرد واحد منهم و سدوا أبواب المصنع بشاحنات ، وحتى ممثلي الوزارة لم يتمكنوا من الدخول إليه ، وأثناء ذلك قامت إدارة الشركة بتنحية مدير الوحدة عن منصبه .

مطالب

ترأس الأمين العام « للإتحاد العام للعمال الجزائريين » يوم 9 أكتوبر اجتماعاً جماهيرياً بقاعة « الريجنت » في وهران ، وصرحاً بما تجاوزت التدخلات الإطار الذي حددته لها المنظومة

إذ قام نقابيون وعمال بتناول الكلمة للتشهير بظروف المعيشة والعمل والقمع ضد بعض الفروع النقابية . وهكذا كان أربعة من أعضاء فرع عمال البلديات قد استبدلوا بفرع وهمي ، وارتفعت كذلك انتفادات عنيفة ضد مديري الشركات الوطنية وكبار الموظفين ، وطالب أحد المتكلمين بعقوبات ضد مديرة الذي استهلك خلال بضعة أشهر 1500 لتر بنزين في حين أنه يفد هب إلى العاصمة بالطائرة . وقال آخر بأن قوائم الانتخابات النقابية في وحدته كان قد غيّرت من قبل المدير و بموافقة وزارة السكن ، وختم قائلاً : « إن مديراً دكتاتورياً » . أما الإطارات النقابية فكانت تبدو قلقة جداً .

عرائض

أخذ اللجوء إلى الأملالة والتغيب والتخريب كأشكال مقاومة يترك مكانه أكثر فأكثر لأشكال نصالية أكثر جماعية . وهكذا رفعت عرائض عديدة لقيادات « الإتحاد العام للعمال الجزائريين » وجبهة التحرير الوطني في سكيكدة مطالبة بتجديد المجالس النقابية ، وكذلك الأمر بالنسبة لعمال أنابيب نقل الغاز البالغ عددهم 200 ، وعمال المستشفى والغاز الطبيعي المبيع ، كما يتزايد اللجوء إلى الإضراب المعتبر كأصلح أشكال الكفاح .

فلتسقط الدكتاتورية سقوطاً نهائياً

تؤكد تطورات الوضع الأخيرة في الجزائر خطورة الأزمة السياسية القائمة فيها، فقد أثار اختفاء بعض المواد الغذائية وموجة ارتفاع الأسعار في شهر رمضان تصاعداً جديداً للغضب الشعبي تمثل بقيام إضرابات ومظاهرات في الشوارع، وكتابات على الجدران تعبر على العداء المتعاظم لزاء الحكم وإلى جانب ذلك تفاقمت التوترات وسط الطبقة الحاكمة تفاقماً شديداً، وانفجرت المجابهات بين فئات البرجوازية على مرأى ومسمع من الجميع؛ فالتحضيرات لمؤتمر «جبهة التحرير الوطني» على سبيل المثال قد أظهرت على السطح الخلافات والنزاعات القائمة بين الكتل التي تتقاسم وتتنازع السلطة.

ففي هذا السياق المتفجر أذاعت الصحافة الدولية «اختفاء» بومدين الذي لم يشاهد منذ 24 سبتمبر الماضي، فكان الرد الأول للدوائر الحاكمة أن التزمت بسمت احتقاري أمثلة بذلك إجماع تساؤلات الرأي العام والتكلم من واجب تفسير أسباب هذا الاختفاء الرقائبي.

ولكن سرعان ما تبين أن الأمل الذي أثارته وسط السكان شائعات الانقلاب ومحاولة الاغتيال كان من الكبر بحيث أرفع الحكام وهم خائفون من إفلات زمام الوضع من أيديهم، على الإقرار بأن بومدين في موسكو «في زيارة صداقة وعمل».

ولكن هذا التفسير المرتبك شأنه شأن التمثيلية المضحكة التي عرضت في تلفزيون موسكو، لم يقع أحداً بل على العكس فهو لم يفعل سوى تفجير سطح الجزائريين الذين صدمتهم الأباطيل والأساليب الشيوعية لسلطة فقدت كل اعتبار.

ومع اقتراب أول نوفمبر اعترف دبلوماسي في موسكو «أصر على بقاء اسمه في السر» بوجود بومدين في موسكو للمعاجلة، ولكنه سرعان ما أضاف «أن حاله قد تحسنت تحسناً واضحاً».

لماذا يخفى على الجزائريين حالة بومدين الحقيقية؟ لماذا تأخر الاعتراف بعجزه عن ممارسة

السلطة؟ من يارسما في غيابه؟ كل هذه أسئلة لأجواب لها، وفي كل هذا دلالة بليغة على الأخلاق السياسية للحكم لكن التصراعات الدائرة في الكواليس من أجل الخلافة قد انطلقت بصورة نشطة، فأمثال بوتفليقة وعبد الغني والطيب العربي وغيرهم يبحثون عن جميع الفرض التي من شأنها أن تعرف بهم وتظهرهم بمثابة رجال الوضع الراهن. غير أن مؤسسات الحكم التي يزعم بأنها مستقرة قد أخذت تتفكك بصورة ملحوظة، فجلسة الثورة قد اختفى واجتماعات مجلس الوزراء معطلة وبعض الوزراء يتصرفون بدون حياء وكان بومدين قد مات ودفن، وفي الإدارة والشركات الوطنية كل الأمور تسير ببطء شديد والجميع ينتظرون، وحتى «المجاهد» الشديد الثثرة عادة لم يعد قادراً على إخفاء ارتباك الذي جعله يكتفي، أن أمكن القوكة بتصرف الأمور العادية.

وباختصار فإن الجزائر لم يعد لها حاكم وموت السلطة البطيء والمعتوم يسبب الانتظار والأمل في التغيير، ولكن المسؤولين بتقليد أهمية الحدث يريدون تخدير الرأي لتكون لهم حرية الحركة في مراجعة مسألة الخلافة المحتملة. ولقد قامت السلطة باتخاذ الإجراءات اللازمة لذلك، فافتعلت ذريعة زائفة لتطوير جميع أرجاء البلاد بقوات الشرطة والجيش، مما ساهم بدوره في زيادة توتر الجو.

والواقع أن كل شيء يحدث وكأن هناك تحضيراً لها بعد بومدين يجري في الخفاء حتى يمكن فيما بعد وضع الجماهير أمام الأمر الواقع، رغم أن هذه الأخيرة قد عبرت بوضوح عن كرهها للحكم عرضاً إفلاسه المشين في جميع المجالات مستقبل البلاد يخطر بشديد إن الجماهير تريد تغييراً يلبي قبل أي شيء آخر حاجاتها، ويحل مشاكلها، ولا يمكن لهذا التغيير أن يكون أي تغيير، إذ من الواجب إفضال كل أولئك

الولايات، والمجالس الشعبية البلدية) وكذلك الشرطة السياسية وتعطيم أرشيفات، وبطاقات الشرطة وتحرير جميع المعتقلين السياسيين والعفو العام وإنهاء كل الملاحقات البوليسية لأسباب سياسية.

3 «الحزب الفوري لتأسيس الأحزاب السياسية، لتمكين الجماهير من الوصول للمرة الأولى إلى المسرح السياسي

4 «انتخاب مجلس وطني دستوري في ظرف ستة أشهر مع حرية الترشح والحملة الانتخابية.

وهذا المجلس مهمته إعداد دستور جديد بصفة ديمقراطية وتعيين حكومة انتقالية.

5 «القيام في إطار حركة الرأي الواسعة بإنشاء لجنة للدفاع عن الحريات الديمقراطية والحلف الوطني تكون مثقلة بصورة واسعة لمختلف الاتجاهات، ومكلفة بالسير على تطبيق الاقتراحات السابق ذكرها.

لنتجند لفرض تطبيق مخطط الخمس نقاط.

إن حزب الثورة الاشتراكية يتعمد منذ الآن بتعبئة كامل قوته للقيام بحملة واسعة لشرح مخططة ذي النقلا الخمسة وسط الفئات الشعبية، وذلك لأنه حتى تتمكن عملية تحرير هذه من النجاح بدون تحويلها لصالح فئات من الجيش أو اليمين، يجب أن تشكل فيها الجماهير طرفاً فعالاً وتفرض ضغطاً سياسياً بالكفاح على جميع المستويات.

- على مستوى المطالب الفورية عن طريق القيام بأعمال ملموسة كتحال لرفع القدرة الشرائية وكاستملاكين لانتهاء النقض في المواد الغذائية وارتفاع الأسعار.
- على المستوى السياسي: بفرض حق الكلام والإضراب والتظاهر بصورة فعلية.
- على المستوى التنظيمي: بالإضمار الواسع لصقوف حزب الثورة الاشتراكية، التنظيم الوحيد في الوقت الحاضر الذي يناضل فعلاً من أجل مخرج ديمقراطي يساري، المخرج الوحيد المتفق مع مصالح الشعب والوطن.

أيتها الجزائريات أيها الجزائريون؛

إن الوقت ليس وقت الشكوى والاستسلام والانهمامية بل وقت الكفاح!

إلى الأمام من أجل مخرج ديمقراطي يساري.

أمانة المجمع الوطني
لحزب الثورة الاشتراكية

المرغمة اليوم على الصمت من البروز على المسرح السياسي: العمال والمستغلون. وحزب الثورة الاشتراكية يرفض بحزم رأساليه الدولة لأنها تبعد الجماهير من تسيير أمورهم الخاصة وهو يرى أن التأميمات وتدويل الاقتصاد لا يمكن في أية حال من الأحوال اعتبارها كطريق نحو الاشتراكية بل هي في أحسن الأحوال أشكال استغلالية أشد قسوة، تولد برعازيات طفيلية تركز في أيديها السلطات الاقتصادية والقمعية.

وقد أدت وجهات النظر هذه بحزبنا إلى إعادة النظر أيضاً في مسألة الحزب الثوري الذي يفهم لا باعتباره الدليل الأعلى الوحيد المؤتمن على الحقيقة، بل كنتيجة لجهود متعددة، ونضالات عديدة ونقاشات غنية، الأمر الذي يقتضي رؤية تعددية وممارسة ديمقراطية وإقامة علاقات جديدة بين المناضلين والجماهير وذلك أن هذه الأخيرة تعتبر بهذا المنظور بمثابة المحرك الحقيقي للعملية وليست مجرد ساحة للتلاعب.

ولكل هذه الأسباب الأساسية يؤيد حزب الثورة الاشتراكية كل مبادرة باتجاه حل ديمقراطي يساري.

ومن أجل تغذية التأمل وإثارة النقاش من جديد، يقترح حزب الثورة الاشتراكية مخططاً في خمس نقاط لعله يزيل الجعوز الذي يميز الوضع الراهن ويفتح مخرجاً للأزمة الثلاثية الاقتصادية والاجتماعية والسياسية، التي تعيشها بلادنا.

والنقاط الخمسة هي:

1 «خلق تيار رأي

يدعو حزب الثورة الاشتراكية جميع الجزائريين المتطلعين إلى الحرية بدون تمييز، وأعضاء الجيش والإدارة الوطنيين والمنقذين النزيه، والعمال والفلاحين، والشبان والطلاب الواعين بمستقبل البلاد، والنساء الراغبات في الكفاح لتغيير وضعيتهن، وكذلك الجماعات الثقافية والرياضية والسياسية، والمناضلين النقابيين، والمناضلين الثوريين يدعو كل هؤلاء للقيام بحملة نشيطة من أجل خلق تيار رأي لصالح حل ديمقراطي جماهيري يضمن:

- احترام الحريات الفردية وحقوق المواطنين الأساسية.
- حرية التعبير والنشر، وحرية المعتقد والرأي في جميع المجالات (السياسية والفنية والثقافية والدينية).
- الإقرار بدون حدود للحرية النقابية وحق الإضراب.
- حرية التجمع وإنشاء الجمعيات (جمعيات الشباب والطلاب والنساء)، وتأسيس الأحزاب السياسية.

ويدعوهم للإلتزام بصورة شخصية أو جماعية لبذل جميع الجهود للحصول على تطبيق حلف وطني يمكن من:

- وضع حد لتدهور الاقتصاد الجزائري بتحريره من القيود البيروقراطية والهيمنة الإمبريالية والتوجه إلى الطاقات الخلاقة لجميع المواطنين.

- محاربة الفوارق والمظالم بتأمين رفع فوري لمستوى المعيشة.
- إيجاد حلول للمشاكل الحادة، مشاكل البطالة ونقص المواد الغذائية، والصحة، والسكن، والتعليم.
- إعادة القيمة لروح الوطنية والنضال والمسؤولية لدى المواطن برفع وعيه السياسي.

2 «حل جبهة التحرير الوطني ومنظماتها الجماهيرية وحل مختلف المجالس (المجلس الشعبي الوطني ومجالس

المتنيلين حسب رأيها في التجار الصغار، المعترين كمسؤولين عن ارتفاع الأسعار والمعينين بالتالي ككباش فداء (قيام صحيفة المجاهد بنشر قوائم طويلة تتضمن أسماء التجار الذين تعرضوا لعقوبات).

غير أن التجار لم يقفوا مكتوفي الأيدي، بل رفضوا الاتهامات الموجهة إليهم من طرف الحكومة، فهم يعتبرون أن المسؤول عن اختفاء المواد الغذائية وارتفاع الأسعار هو دواوين الدولة التي تهلك احتكار تسويق المواد الغذائية (الدواوين الوطنية للتسويق، شركة تسيير وتطوير الصناعات الغذائية تعاونية الخضروات والفواكه...) وتنتشر الفوضى في شبكات التوزيع رائحة صغار التجار على الثمن من الجزائر العاصمة أو من ولايات أخرى، الأمر الذي يضطرهم إلى دفع تكاليف نقل باهظة ويعرضهم لخطر المصادرة والعقوبات. أما المضاربون فهم أولئك الذين يقعون «فوق العقوبات»، المستفيدون من تواطؤات عليا، والذين أصبحوا الوسطاء الضروريين بين الدواوين والبائعين بالمفرق. والعمولات والرشوة التي يقتطعونها تنعكس طبعاً على السعر البوجه. ولقد رد الخبراء وصغار التجار على هذه الحملة التي تستهدفهم بل ضربات قوية بالتأيد من طرف المستملكين. إن هذا الوضع المذبح يدفع كل واحد إلى هذا التساؤل: من المسؤول عن اختفاء المواد الغذائية؟ من المسؤول عن ارتفاع الأسعار؟

إن الجواب واضح للجميع، فالمسؤول هو حكم بومدين الذي قاد اقتصاد البلاد إلى الإفلاس، وأثقل البلاد بالديون وحطم الفلاحة، وفرض ولا زال يفرض على الجماهير تقشفاً لا يطاق وهذا في نفس الوقت الذي يعرض فيه الحكام المزيد من الوقاحة نزواتهم المسروقة. إن الغضب الشعبي قد تعمق وخلق مساحة مناسبة لانتشار الإشاعات لاسيما وأن السلطة، رغم الترفيعات التي قامت بها، تبدو مجزأة أكثر فأكثر ومشلولة في مبادراتها بصراعات التكنلات، فهي تبدو أنها لم تعد قادرة على الاضطلاع بقيادة شؤون البلاد. والأزمة السياسية بخلاف الفترات السابقة لم تبقى خارج اهتمام الجماهير، إذ أن هذه الأخيرة تبذروا أكثر اهتماماً وانتباهاً وأشد رغبة في التغيير وسياسات انحلال السلطة هذا (وهو سياق ملائم لكل أشكال التلاعب من قبل القوى الأجنبية) أصبح مساحة لمحاولات استغلال الغضب من طرف بعض التيارات السياسية. وإذا كان صحيحاً أن الوضع الراهن لا يمكن أن يستمر كما هو عليه وأن الجماهير تنتهي التغيير، فإنه من الضروري التساؤل عن نوع هذا التغيير. هل يتعلق الأمر بتغيير يقوم به أعضاء في الحكم الحالي قد يقدمون أنفسهم كمصححين للعيوب؟ يجب الاحتراز من هذا النوع. فالقمة الحالية مرتشية تماماً. ومن المعلوم لدى

الجميع والمبرهن على صحته ألف مرة - حسب صحيفة المجاهد - أن الحكام الحاليين قد استفادوا من مواقعهم لملء جيوبهم وتشكيل زبائن بما في ذلك بومدين الذي تحاول الدعاية وضعه فوق هذه الممارسات الواطئة والصالح في قضايا عديدة كما كشفت ذلك فضيحة زقار، مقوضه في الحكم. وتقديم بن الشريف وبونفيلة وشادلي وببساط وغيرهم بديلاً للحكم الحالي كما تفعل ذلك بعض الشائعات، هو عبارة عن تدليل على أعمق احتقار للجماهير وعلى الاعتقاد بأن الشعوب ليست لها ذاكرة! إن الجزائريين يقفون بإجماع ضد كل تغيير إذا بقي في إطار استمرارية الحكم الحالي.

والأخطر من هذا هو التيارات السياسية التي تتحرك بنهضة الأزمة الراهنة والتي يمكن الكلامها أن يحمل على الاعتقاد بأنها تختلف اختلافاً أساسياً عن الحكم. ذلك أن انتقاداتها المبررة ببعض جوانب سياسية بومدين باستطاعتها أن تجلب لها بعض النفوذ لدى الجماهير وتجعل من أعضائها مرشحين لتولي الحكم. ولهذا يجب الإسراع بالنظر عن كثب إلى مشاريع هذه الجهات. ● فالنادون «بجلى إسلامي» من «الاخوان المسلمين» أو غيرهم من «المطهرين» يسعون إلى استغلال الحساسية الدينية للجماهير مقترحين العودة إلى الأصول الإسلامية. إن هذا الرجوع إلى الدين ليس في مقدوره تقديم جواب لمشاكل عصرنا الاقتصادية والاجتماعية والمؤسسية.

وفضلاً عن ذلك فهم يرفضون الأخذ بعين الاعتبار وجود طبقات وصراع طبقات في مجتمعنا وتخليدهم لأوهام وحدة المصالح المزعومة بين الأغنياء والمعوزين، يظهرون إرادتهم في عدم التصدي لنظام الاستغلال الرأسمالي الذي يبعث الفساد في بلادنا. وأكثر من ذلك، فإن ارتباطاتهم ببعض الحكام (ورزاق مسؤولو الجبهة) معروفة جداً ودرجة لا تسمح بتأويل مبادئهم بشيء آخر غير التلاعب بالجماهير لحساب فئة من فئات الطبقة الحاكمة حالياً. وأخيراً فإن أساليبهم الفاشية، وتكريم الاستبداد وأقوالهم الرجعية حول بعض المشاكل المعاصرة وخاصة حول مشكلة المرأة، ورفضهم للديمقراطية، كل هذا يجعلهم يبدون كأوصار ليجل يميني. وهم بدرجته انتقاد الفوضى والرشوة يتميزون بعيب الدعوة إلى قيام حكم قوي من شأنه أن يسير الشعب بالقوة والإرغام وذلك باسم النظام والأخلاق!

● وكذلك يجب عدم الإيمان بوعود بعض أوساط رجال الأعمال الذين يتحدثون عن الحرية والديمقراطية بعد أن جمعوا الثروات تحت حاية السلطة. فالأمر بالنسبة للكثير منهم يتعلق بالحفاظ على امتيازاتهم وتخليد الاستغلال في أشكال جديدة. وهم ينتهزون الفرصة لركوب حصان الديمقراطية آمليين في جذب كل أولئك - وهم كثيرون - المتعلقين عن صدق بالحرية الديمقراطية رغم عدم انتمائهم للفئات الأكثر اضطهاداً ولا الأكثر استغلالاً. إن المسألة على وجه التحديد هي تبين أن المخرج الديمقراطي الذي تدافع عنه بعض تيارات البرجوازية المسماة ليبرالية ليس مخرجاً ديمقراطياً جديراً وهو بهذا المعنى حل يميني.

وفيما يتعلق بحزب الثورة الاشتراكية، فإنه قد أعلن منذ زمن طويل موقفه لصالح حل ديمقراطي يماري، أي حل يفضي المصالح العميقة للفئات المحرومة والمستغلة ويسير باتجاه مطامع الجماهير الواسعة في أن تقوم بنفسها بإدارة شؤونها في جميع المجالات.

وقد اتخذ حزب الثورة الاشتراكية، وهو حركة يمارية، منذ ميلاده موقفاً لصالح مجتمع اشتراكي (كان أول من قام بذلك في الجزائر المستقلة). وفضلاً عن ذلك فهو لم يفعل بهذا سوى التعبير عن التطلع العميق لدى ملايين الجزائريين الراغبين في التخلص نهائياً من قمع وبؤس وظلم النظام الاستغلالي. ولكن حزب الثورة الاشتراكية أكد على الصلة الضرورية بين الكفاح من أجل الديمقراطية واحترام الحريات وبين الكفاح من أجل الاشتراكية. فهو قد أعلن بما لا لبس فيه عن موقفه ضد الحزب الوحيد، ولصالح تعدد الأحزاب وحرية التعبير، ومن أجل إظهار ديمقراطي بوسعها هو وحده أن يمكن الفئات

الجريـد

حزب الثورة الاشتراكية

مخطط في خمس نقاط

من أجل فرض حل ديمقراطي
يساري للآزمة في الجزائر

تعيش الجزائر من جديد في جو منازم، فقد شنت حملة من الإشاعات لم يسبق لها مثيل عبر كامل البلاد، والحدث الجديد هو أن هذه الإشاعات المستمرة لا تخص فقط نظورات أزمة القبة (محاولة جديدة فاشلة لاعتقال بومدين، ومحاولة انقلاب من طرف ابن الشريف وهروب وزراء أو نواب مثل قنزو وبوتفليقة ومساعدية...) بل تخص أيضا كتابات على الجدران (يسقط بومدين، لاخير لاسيجار) يقال بأنها شوهدت في وهران والجزائر وفلسطين وتوزيع منشورات ومظاهرات شعبية. وفي سكيكدة تكون مجموعة من النساء الحاملات لقنات فارغة قد تعرضن لقمع شديد. ويقال بأن متظاهرين في وهران قد حرقوا السوق الخالية من البضائع بينما في باب الواد يكون العلم الجزائري هو الذي أشعلت فيه النيران. فالأخبار الأقل احتمالا تنتشر بسرعة عجيبة، لتصبح مركز كل التعليقات والمناقشات، مما يزيد من توتر الجو الاجتماعي الذي كان قد أفسده الارتفاع الجنوبي للأسعار الذي وقع منذ أوائل رمضان والاختفاء الدائم للمواد الغذائية الذي يمس الخبز والحليب والخضر وقد تسبب كل هذا في قلق السلطة، فراحت تنظم اجتماعات التأييد (كاجتماع الخرائق الذي وقع تجاوزة من طرف متظاهرين منادين بشعارات معادية للحكم)، وتجنبد الاتحاد العام للعمال الجزائريين لتأطير العمال، وتوقع التجار، وتنقل الولاة، وتشن هجوماً من خلال الصحافة الموالية. وهذه الأخيرة لم تكف كعادتها بالنميجات بل هاجت بعنف أولئك المستفيدين من «مشاكل البلاد» و«الانتهاز بين المتعطشين المال» و«المضاربين»